

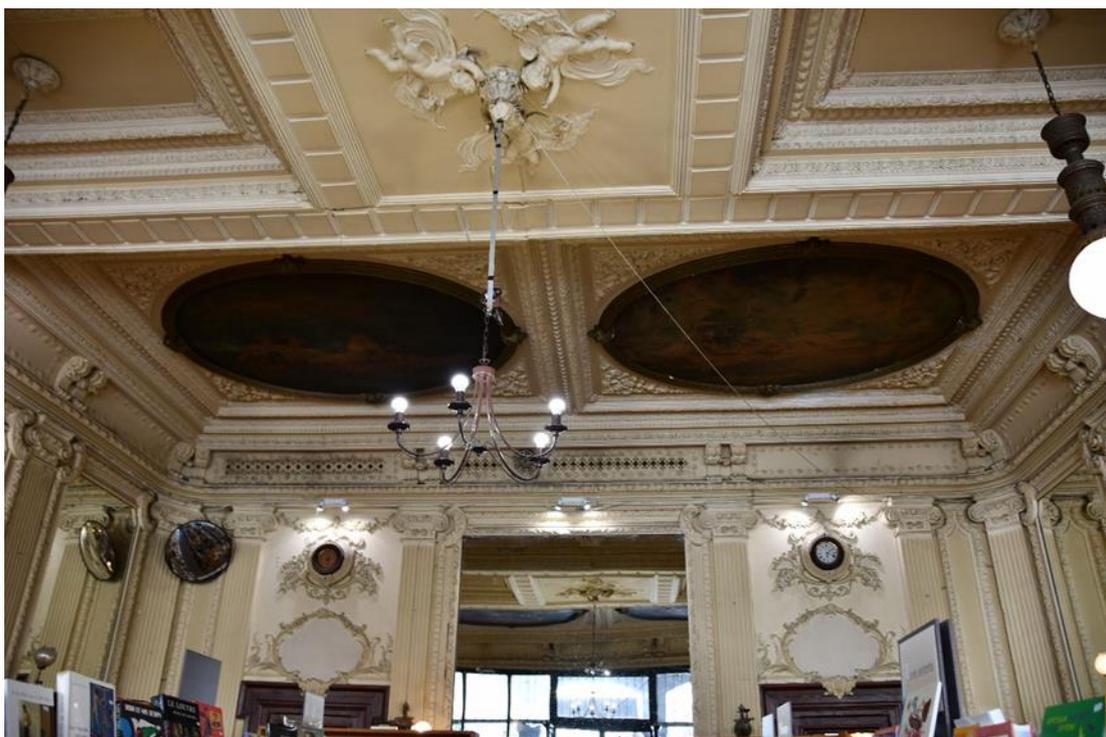


**SAINT-GIRONS (Ariège)**  
**Ancien Grand Café de l'Union**

**Inscription au titre des monuments historiques de la façade, des couverts rue Gambetta  
et de la salle du rez-de-chaussée, 07/03/2022**



L'ancien Grand Café de l'Union est situé au 19 rue Gambetta à Saint-Girons (Ariège). Il semble qu'il ait été édifié vers 1900, après 1883 (date de sortie des Beaux-Arts de Toulouse du peintre Col et avant 1904 (vue sur une carte postale). Sa façade sur la rue comprend un passage couvert, qui s'ouvre vers la place du Pladelon par trois grandes arcades en marbre gris (brèche de Moulis ou de Montégut) à décor de bossages et de mascarons féminins sur la clé. Le premier niveau, outre un balcon avec un garde-corps en fonte de fer, comporte trois portes-fenêtres, là encore soulignées de marbre, qui conservent leurs menuiseries d'origine. Un dernier niveau de combles est éclairé au moyen de trois lucarnes ovales en zinc positionnées sur un premier pan de toiture en ardoises. Un codon d'oves, également en zinc, souligne la transition entre les deux pans de toiture.



Au rez-de-chaussée, l'ancienne salle du café conserve l'intégralité de ses décors en staff : grandes glaces entourées de pilastres cannelés et chapiteaux corinthiens, frises ornées et corniches moulurées. Quatre toiles, qui figurent les saisons sous la forme de femmes nues accompagnées d'un Amour, sont dues au peintre Joseph Col, ancien élève des Beaux-Arts et grand prix de peinture de la ville de Toulouse en 1883. Des bras de lumière en laiton et deux grandes suspensions également en laiton éclairaient la pièce. Un baromètre et une horloge prennent place dans des cartouches en staff à motifs rococo. La salle du premier étage, qui a accueilli à l'origine un Cercle, puis le club de rugby de la ville à partir des années 1950, a perdu son plafond d'origine il y a 15 ans et est aujourd'hui ruinée.

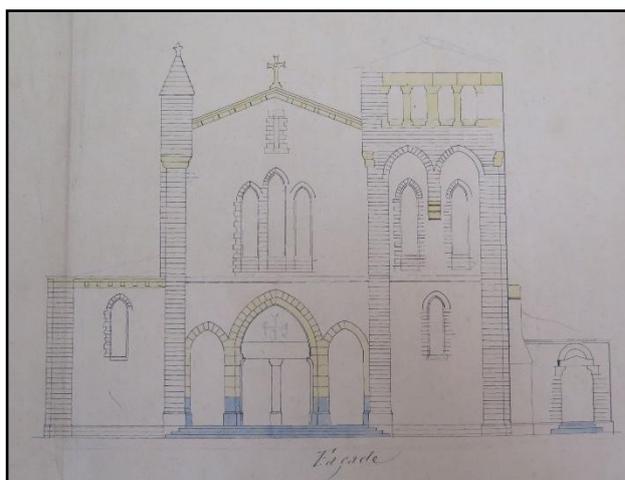
Le Grand Café de l'Union est intrinsèquement lié à l'histoire de la ville de Saint-Girons et notamment au développement du thermalisme dans les stations proches (Audinac, Aulus). Ces établissements étaient fréquentés par les curistes qui arrivaient en train en ville avant de prendre le tramway vers les stations thermales, avant 1914. Après-guerre, le Grand Café a été le témoin des grands moments de vie de Saint-Girons : élections, arrivée de la télévision... Il a également accueilli un club de jazz réputé et favorisé ainsi la connaissance de ce style musical.

Le nombre de cafés protégés au titre des Monuments Historiques en Occitanie n'est pas élevé : le Bibent place du Capitole à Toulouse (31), le Plana à Olonzac (34), le Napoléon à Nîmes (30), le café de La Loge à Salses-le-Château (66) et le Broussy à Rodez (12). Le Grand Café de l'Union est comparable, au point de vue de ses décors, à ceux de Nîmes, Salses et Toulouse. L'ancien café des 1000 colonnes à Montauban, rue de la Résistance, non protégé, abrite encore un plafond similaire.

Le Grand Café de l'Union trouverait donc sa place dans cette courte liste, comme lieu de sociabilité et souvenir du thermalisme.



**CARCASSONNE (Aude)**  
**Eglise paroissiale Saint-Gimer**  
**Classement au titre des monuments historiques en totalité, le 11/01/2022**



Située à l'ouest de la Cité de Carcassonne, l'église Saint-Gimer est dominée par la fortification. Installée à l'emplacement de l'ancienne barbacane d'Aude démolie en 1816, elle est dédiée à Gimer évêque de Carcassonne de 903 à 932. Au XIX<sup>e</sup> siècle, la population du faubourg s'étant accrue considérablement en raison de la présence des manufactures de textile, une paroisse est créée en 1840 et l'ancienne chapelle trop exiguë est remplacée par une église entièrement nouvelle, œuvre d'Eugène Viollet-le-Duc, qui est alors chargé de la restauration de Saint-Nazaire et de la cité de Carcassonne. Parmi son œuvre d'architecte, on ne compte que trois édifices religieux : Saint-Denis-de-l'Estrée (Seine-Saint-Denis) de 1864 à 1866, Aillant-sur-Tholon (Yonne) de 1863 à 1867 et Saint-Gimer.

D'abondantes archives permettent d'appréhender l'histoire de la construction de Saint-Gimer : archives diocésaines de Carcassonne, archives départementales de l'Aude et archives de Viollet-le-Duc à la Médiathèque de l'architecture et du patrimoine à Paris.

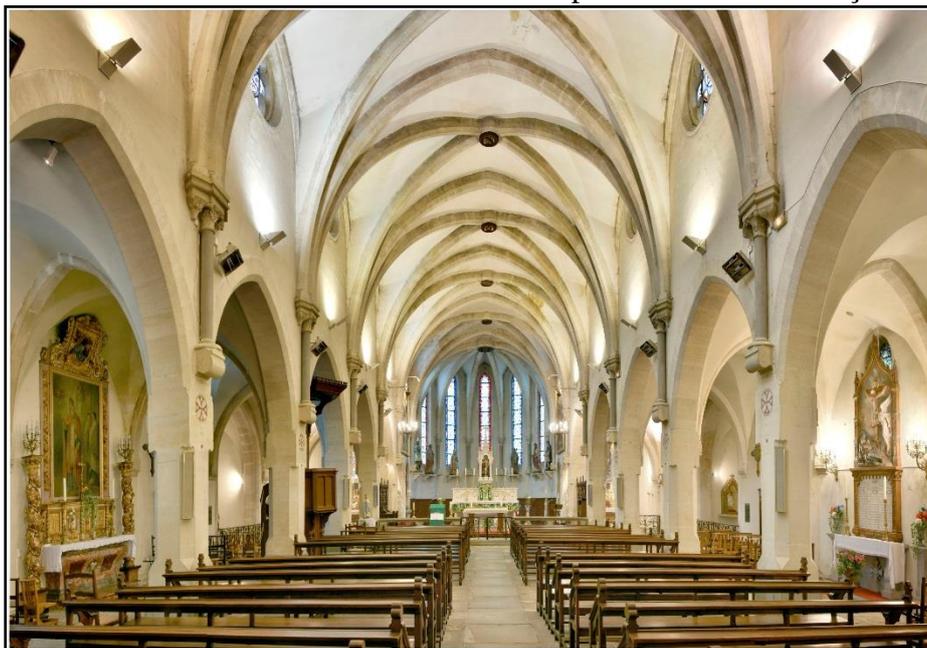
La commande émane du conseil de fabrique et de l'évêque, mais l'église étant communale, la Ville accepte de participer pour un montant de 2000 F, elle trouve « Le projet grandiose et d'un prix trop élevé comparativement aux ressources de la paroisse ». Ces inquiétudes financières seront source de nombreux conflits : le maire, la fabrique et Viollet-le-Duc réclamant tour à tour la direction du chantier, qui est interrompu à deux reprises pour de très longs mois.

Les plans et devis sont datés du 15 septembre 1852 pour un montant de 100 000F, l'adjudication est faite en décembre mais les fondations rencontrent tout de suite un sol vaseux, qui oblige à stopper les travaux. Le chantier, arrêté en mai 1853, reprend puis est arrêté en fin 1854. En décembre 1854, les entrepreneurs Marquié et Villebrun se substituent au premier entrepreneur choisi, Magné, sans que Viollet-le-Duc en soit prévenu. Furieux, celui-ci demande qu'on lui renvoie ses dessins et détails d'exécution. Préfet et évêque s'interposent pour régler le différend entre le maire et l'architecte. Le curé de la paroisse intervient à maintes reprises auprès de tous pour hâter l'achèvement de la construction, s'attirant ainsi les foudres de l'architecte.

En 1857, l'évêque François de la Bouillerie demande à Viollet-le-Duc de revoir à la baisse son projet « de façon à ce que la dépense ne s'écarte pas du chiffre de 70 à 75 000F ». L'édifice est finalement consacré en juin 1859. Viollet-le-Duc signe la réception définitive des travaux le 3 mai 1862.



Viollet-le-Duc écrit dans une lettre du 24 août 1857 : « Il s'agit pour moi de faire tout autre chose qu'un monument parfait sous le rapport de l'architecture. Il s'agit de faire une bonne église commode convenable et simple ». L'église est composée d'une nef de six travées avec des bas-côtés, précédée d'un porche flanqué d'une chapelle des fonts baptismaux et d'un clocher. L'édifice couvert en tuiles possède un caractère méridional affirmé avec son clocher placé à droite de la façade.

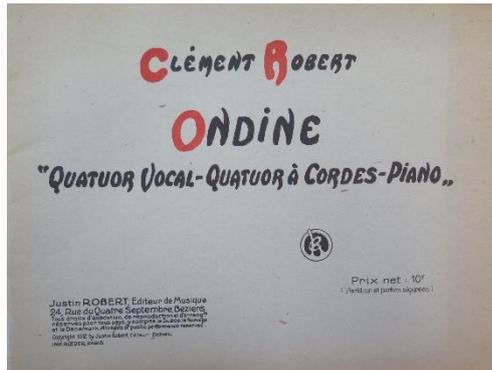


Les matériaux sont choisis en fonction de leur emploi dans la structure : piles intérieures en pierre de taille, arcs et roses en moellon piqué, contreforts en moellon brut, voûtes de la nef et des bas-côtés en brique. En plaçant la naissance des voûtes aussi bas que possible, Viollet-le-Duc peut placer une rose en partie haute au-dessus du comble des collatéraux. Le coût final est de 93 000F, coût mis en avant par Anatole de Baudot dans son ouvrage de 1867 : *Eglises de bourgs et villages*, qui présente des églises modèles pour les constructions nombreuses de la période du Second Empire. Ce disciple de Viollet-le-Duc indique que l'édifice est d'un coût raisonnable, malgré les importantes fondations en béton rendues nécessaires par la nature du sol. En effet, Saint-Gimer est posée sur une épaisse plateforme de béton hydraulique de 1m à 1m20 d'épaisseur.

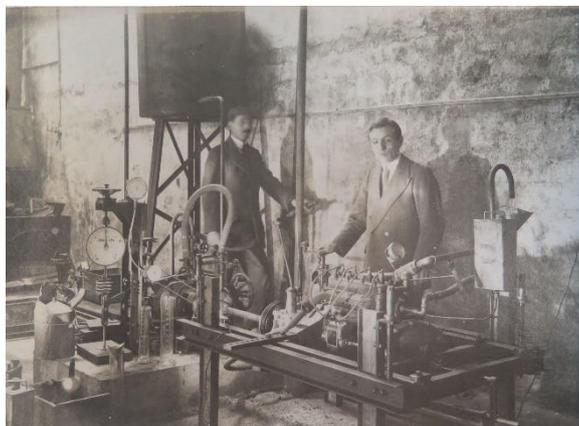
Michèle François © DRAC Occitanie  
photos J.-F. Peiré © DRAC Occitanie

**LEZIGNAN-CORBIERES (Aude)**  
**ancien garage Citroën, 63 avenue Georges Clémenceau**  
**Inscription au titre des monuments historiques du bâtiment donnant sur l'avenue Georges-Clémenceau à l'exclusion des sheds situés à l'arrière, le 15/06/2022**

L'ancien garage Citroën de Lézignan-Corbières a une histoire singulière du fait de la personnalité de son commanditaire. Il a été construit pour Cément Robert (1886-1941) un riche biterrois connu pour être compositeur de musique, ayant fait ses études à Paris au lycée Janson de Sailly, et fait jouer ses premières œuvres en 1909. Un fonds d'archives concernant la famille Robert a été déposé par la Société de musicologie du Languedoc aux Archives départementales de l'Hérault.



Ami de André Citroën, il devient son collaborateur et installe à Béziers, 60 avenue Saint-Saëns un garage Citroën, puis ouvre cinq autres succursales dans l'Aude et l'Hérault (Narbonne, Pézenas, Saint-Pons, Bédarieux et Lézignan), puis développe une entreprise de transports en commun.



31 Décembre 1933

**19 Avril 1934**  
 les Usines Citroën lancent

**LA 7 CV**

**VOITURE DE CONCEPTION  
 ENTIÈREMENT NOUVELLE**

TRACTION AVANT  
 ROUES INDÉPENDANTES  
 FREINS HYDRAULIQUES  
 VOITURE AÉRODYNAMIQUE

**VENDUE 17.700 FR\$**

... AINSI LA PROMESSE EST TENUE

CONFIDENTIEL - OUTRAGE EXCLUSIVEMENT RÉSERVÉ AUX CONCESSIONNAIRES ET AGENTS CITROËN

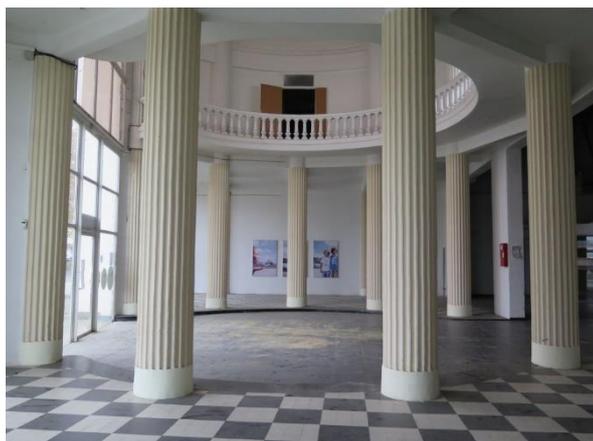
**LA VOITURE QUE TOUT  
 LE MONDE ATTENDAIT...**

La construction du garage est autorisée en 1932 et son ouverture date de 1934, à l'occasion du lancement commercial de la fameuse Traction, la 7 CV Citroën à traction avant, le 19 avril 1934. Son emplacement face à la gare est stratégique et significatif de la volonté de Citroën de concurrencer le train.

Comme c'est habituel pour les succursales Citroën, ce garage a été conçu sous la direction du service architecture à la Société André Citroën dirigé par Maurice-Jacques Ravazé, auteur du grand garage de Lyon (1930-1932). L'agence montpelliéraine Carlier étant chargée de l'exécution. On retrouve ici l'aspect d'un somptueux « salon » d'exposition, mis en scène avec une monumentale vitrine et une galerie circulaire à balustres, dont la façade présente toutes les caractéristiques de l'Art déco. Des photographies prises en 1950 par Pierre Costesèque (archives de la ville de Lézignan) témoignent de l'aspect d'origine, montrant sur la façade la grande verrière ornée des chevrons de la marque Citroën et de magnifiques bras de lumière en ferronnerie.



Le caractère novateur de l'architecture est résolument affirmé, en particulier par l'association de la monumentale vitrine et de ses massifs latéraux. Le garage est conçu pour plus de 20 voitures, avec un atelier de réparations automobiles et un dépôt d'essence avec trois réservoirs souterrain de 3000 litres chacun. La construction est réalisée en béton armé pour la partie exposition, en charpente métallique pour les sheds qui s'ouvrent à l'arrière.



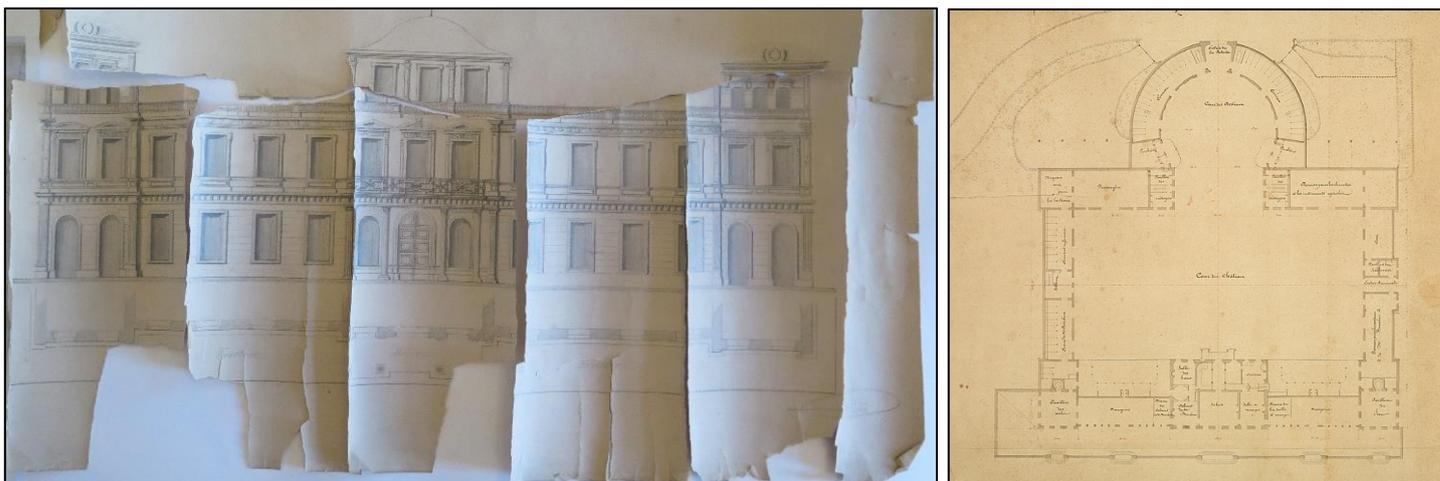
Le magasin d'exposition est conçu de manière très théâtrale. Au centre, un hall en rotonde couvert d'une coupole est cantonné de deux espaces carrés, scandé par des colonnes cannelées sans chapiteau. Le sol carrelé alternant des grands carreaux noirs et blancs évoque clairement l'identité Citroën des années 30.

En 1959, l'enseigne Citroën disparaît au profit de Renault, lorsque la veuve de Clément Robert vend le garage à J. Vignal, auquel succède le Groupe Peyrot. Citroën disparaît dans la mémoire locale jusqu'à la procédure de protection au titre des monuments historiques, qui porte uniquement sur la partie sur l'avenue.

**PEZENS (Aude)**  
**Château de Pech Redon**

**Inscription au titre des monuments historiques des façades et toitures du château et de l'ensemble des communs et des dépendances, le vestibule d'entrée et le grand salon, ainsi que le sol des cours et le parc, le 15/06/2022**

Le domaine de Pech Redon est situé à l'ouest de Carcassonne, à la limite des communes de Pezens, Carcassonne et Caux-et-Sauzens, dans la plaine carcassonnaise où se sont installés de riches domaines agricoles. Au XIX<sup>e</sup> siècle les notables carcassonnais y achètent terres, domaines ou métairies. C'est le cas du banquier Honoré Bourbon qui acquiert la métairie de Pech Redon en 1832. Il lègue sa fortune à sa sœur Marie Bourbon, attribuant une rente aux enfants adoptifs de celle-ci : Aphrodise et Rose Ferrand. Aphrodise Ferrand Bourbon (1812-1862) « *commis négociant dans la maison de M. Victor Gardin Noally et Cote à Lyon et qui abite à Carcassonne* » prend le nom de Bourbon à partir de 1844. En 1859, il entre en possession des domaines de Pech-Redon, Bonnetis, Bouriac et d'une maison Grand'Rue à Carcassonne. Il meurt quatre ans plus tard à Paris, 236 rue de Rivoli. Il est le commanditaire du château, ce qui est confirmé par la matrice cadastrale qui porte une construction nouvelle en 1861, sur l'emplacement de l'ancienne métairie visible sur le cadastre ancien. Son héritier Alma Carde vend en 1882 à Léon Caussat. Celui-ci achète un « château inachevé » et y fait des aménagements jusqu'à sa mort en 1889. Sa fille Henriette Caussat y vit jusqu'en 1944, et le lègue à sa cousine d'Andoque de Sériège comtesse de Saint-Exupéry, qui le transmet à la famille Lambert des Granges, actuellement propriétaire.



Les archives privées des Caussat (versées aux AD de l'Aude) sont très riches en informations sur les dépenses d'une propriété agricole et viticole de 1882 à 1940. On trouve deux élévations non datées signées de Guiraud Cals, un plan du château et un plan du parc non signés non datés. Guiraud Cals (1822-1880) est un architecte bien connu à Carcassonne pour ses travaux liés aux restaurations de Viollet-le-Duc, en 1850 il est inspecteur des édifices diocésains de Carcassonne puis de 1869 à 1880 architecte diocésain. Qu'Aphrodise Bourbon, héritier des Bourbon, bien connus pour leurs liens avec l'église catholique, fasse appel à Cals est tout à fait plausible, cependant cette hypothèse est contrariée par le fait que les élévations projetées signées Cals ne correspondent pas à ce qui a été réalisé et qu'une lettre du sculpteur Isidore Nelli (1826-1902) indique qu'un architecte du nom de Bancé lui a confié la « *des sculptures du château de M. Bourbon, à Pech-Ridon et de la maison « à la Vierge » de la Grand'Rue* ».

La composition d'ensemble est extrêmement ambitieuse : une cour de communs en hémicycle est séparée d'une vaste cour rectangulaire, au fond de laquelle se dresse le château. Cette cour est entièrement ceinte de bâtiments destinés aux métayers, au matériel agricole et aux écuries de chevaux. La demeure proprement dite se compose d'un corps central, flanqué de deux ailes basses cantonnées de pavillons d'angle.



La cour en fer à cheval, appelée cour des bestiaux sur le plan d'origine, est fermée par une grille de 20 m de long qui sépare l'espace des bêtes de celui des hommes. A gauche et droite de l'hémicycle sont placées deux ailes pour les habitations des métayers, formant le côté nord de la cour d'honneur.

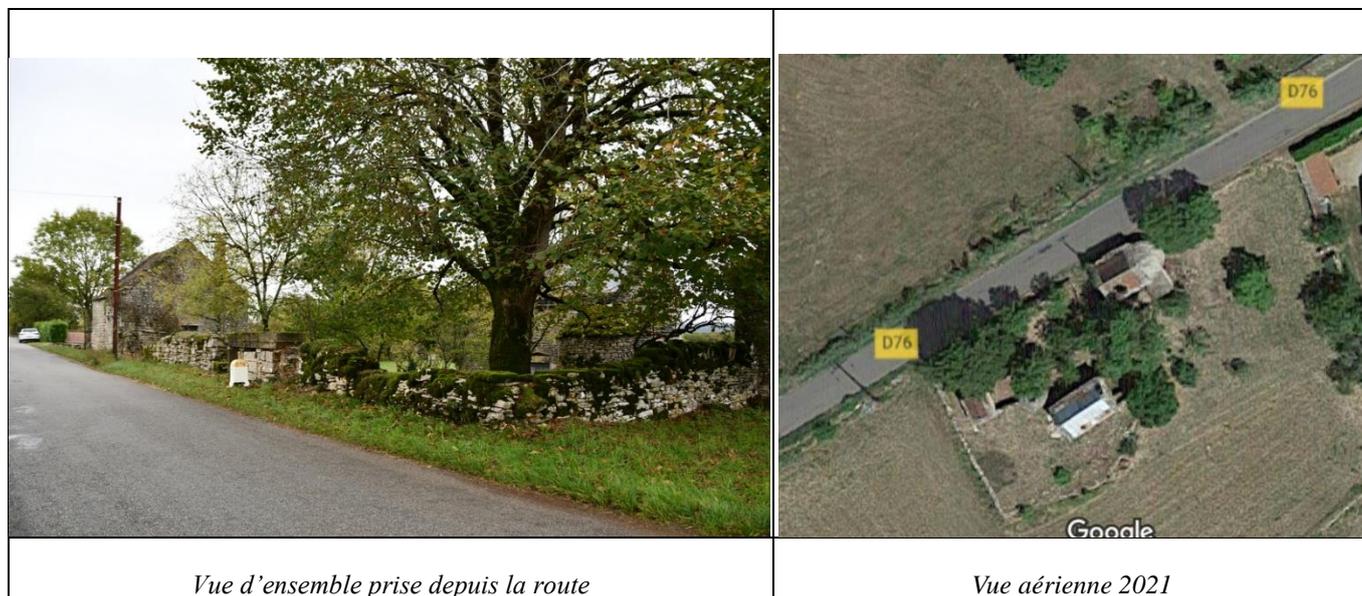
Le château possède sur la cour une façade imposante avec une élévation à 3 niveaux et 7 travées de fenêtres. La partie centrale est marquée par des pilastres à refends et coiffée d'un fronton triangulaire percé d'un oculus. Les faces latérales du corps central sont munies de fausses fenêtres destinées à poursuivre la perfection de la symétrie. Les fenêtres possèdent des encadrements soignés en pierre de taille, pourvus d'une agrafe sculptée, celle de la porte d'entrée principale représente une tête d'homme barbue couronnée de lauriers et entourée de feuilles de chêne. La sculpture a été réalisée par Isidore Nelli. Le corps central est entouré de deux ailes basses. Les pavillons d'angle qui les cantonnent ont une élévation à 2 niveaux et 3 travées. Sur le plan ancien, sont situés, à l'est le Pavillon du Jeu, à l'ouest le Pavillon des Arts.



L'élévation sud donnant sur le parc présente les mêmes caractéristiques ; seul le fronton décoré central a disparu. De grandes portes fenêtres unifient le rez-de-chaussée, celles du corps central et celles des pavillons sont ornées d'une grille d'imposte en ferronnerie et sont ornées de têtes représentant les saisons. L'impression générale donné par l'édifice est celle d'une œuvre d'envergure, suivant un programme très précis quoiqu'un peu théorique, dont la réalisation n'a pas été terminée. Le RDC comprend un vaste vestibule, un grand salon sur le parc, deux petits salons et une salle à manger. Un grand escalier latéral à l'est donne accès à l'étage. Les deux étages sont ceux des chambres. Hormis le vestibule et le grand salon qui ont reçu un décor de boiseries et de stucs dans le goût du XVIII<sup>e</sup> les pièces semblent avoir été terminées et décorées après l'achat par Caussat en 1882, avec des cheminées assez modestes et sans décor. Le parc a été, également, aménagé à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle.

**VILLENEUVE (Aveyron)**  
**Léproserie dite la maladrerie**

**Inscription des façades et toitures des bâtiments – ancienne chapelle transformée en maison, dépendances agricoles (grange-étable, cazelle et petite maison), du mur de clôture de l’enclos avec les trois ouvertures évoquant un guichet, le puits et le sol des parcelles 251 et 286, le 24/10/2022**



A environ 800 m au sud-ouest de bourg, quatre modestes bâtiments, implantés autour d'un enclos rectangulaire, s'élèvent le long de la route. Le lieu-dit qui porte le nom de *La Malautie* et sur le cadastre de 1829 *La Malautio* (maladraria en langue d'oc) est traditionnellement considéré comme la léproserie de Villeneuve. Le sol de l'enclos est aujourd'hui en léger contrebas par rapport au niveau de la voie. Il est bâti en moellons de calcaire comme les autres édifices ; il mesure 20m de long sur 12m de large. Le mur, du côté de la route (environ 2 m de haut), est percé de trois ouvertures séparées par de grosses pierres posées sur champ et présentant des rainures ; elles ont été en partie murées avec des moellons. Ces ouvertures sont couvertes par de grandes pierres formant linteau. Ces trois ouvertures évoquent un guichet. Les autres murs fermant le rectangle de l'enclos ne mesurent que 50 à 60 cm. Un puits a été foré à peu près au centre de cet enclos ; de l'autre côté de la route, on note la présence d'un second puits appartenant aujourd'hui au domaine public.

Au sud de l'enclos se trouvent une grange-étable et un petit édifice rond, type *cazelle*, dont la toiture en lauzes est en partie effondrée. Ces deux constructions ouvrent de plain-pied au niveau de l'enclos alors que leur comble est directement accessible à l'ouest. Un petit escalier en pierre, adossée à la *cazelle*, permet d'accéder à un terrain plat (une aire de battage ?). Une troisième petite dépendance (qui n'a pas pu être visitée) ouvre sur cette espace.

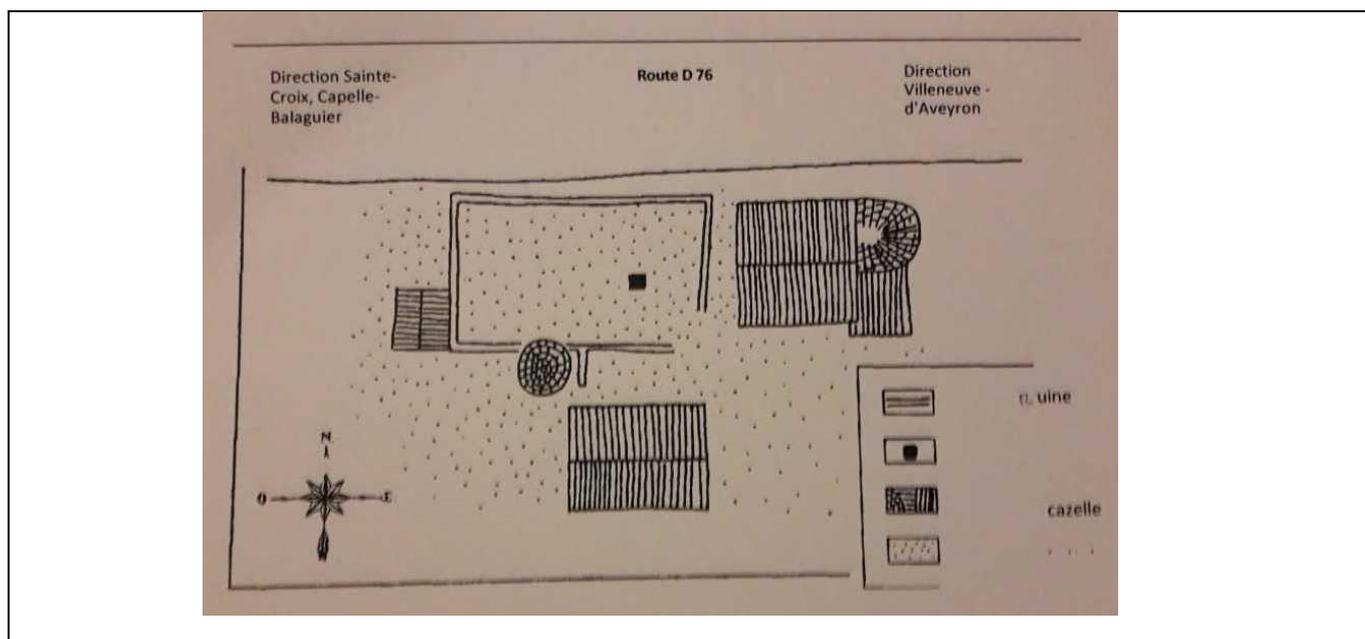
Enfin, à l'est de l'enclos, le long de la route, se trouve un dernier bâtiment rectangulaire couvert par un toit à longs pans et en lauze qui a servi d'habitation. Son élévation est présente une abside en pierre de taille soigneusement appareillée ce qui a fait supposer que l'on se trouvait en présence de l'ancienne chapelle de la léproserie. L'enclos en pierre et l'abside semblent être les éléments les plus anciens, mais demeurent difficilement datables. En partie reconstruit au XIX<sup>e</sup> siècle, ce site a été alors utilisé comme exploitation agricole.

La première mention connue d'une léproserie à Villeneuve date du 15 août 1269 : « leproserie de Villanova »<sup>1</sup>. Le III<sup>e</sup> Concile du Latran (1179) accorde aux lépreux le droit d'avoir une chapelle, un cimetière et un chapelain. Dans les années 1250–1350, on assiste à l'accroissement du nombre des léproseries, notamment des petites léproseries rurales. La léproserie de Villeneuve est également mentionnée en 1468<sup>2</sup> à l'occasion de la vente d'un terrain – les

<sup>1</sup> Molinier, Auguste. *Correspondance administrative d'Aphonses de Poitiers*. Paris : Imp Nationale, 1894, f° 800.

<sup>2</sup> AD Aveyron, 2<sup>E</sup> 301-83 : Jacques Salvanh, tailleur à Villeneuve, vend à Hugues Capela une pièce de terre au lieu-dit Del Batut avec charge de payer à léproserie de Villeneuve les redevances diverses, payables aux consuls, en tant que patrons de ladite maison.

consuls sont présentés « comme les patrons » de celle-ci. Il existait aussi de nombreuses léproseries qui dépendaient de communautés religieuses. Lors de la visite pastorale de 1669, la léproserie est déjà en ruine : « a été visité ensuite la ladrerie qui est presque en ruine et toute découverte. Elle est dotée de quelques champs et d'une vigne qui est aux environs »<sup>3</sup>.



Plan de la léproserie. Extrait de G. Monteil, *Habitat et occupation du sol dans le canton de Villeneuve d'Aveyron au Moyen Age. Mémoire de maîtrise, Université Toulouse-Le Mirail, 1998.*

En 1749<sup>4</sup>, il est précisé que la léproserie, qui appartient à l'hôpital de Villeneuve, va être dévolue à l'hôpital de Villefranche-de-Rouergue. En effet, avec la régression de la lèpre en France, les anciennes léproseries ont peu à peu été rattachées aux hôpitaux. Elle ne figure pas sur la carte de Cassini. Sur le cadastre de 1829, la parcelle 102 correspond à l'enclos ; le chevet de la « chapelle » est visible ; les autres bâtiments semblent plus importants que les dépendances actuelles.



Ancienne chapelle ( ? ), transformée en maison. Elévations nord et ouest



Elévations nord et est (chevet de la chapelle)

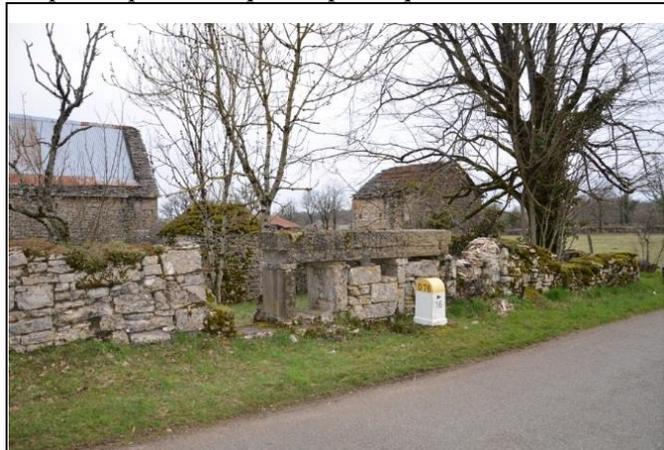
Les archives témoignent bien de l'existence d'une léproserie à Villeneuve, mais elles ne la localisent toutefois pas. La toponymie est un indicateur intéressant mais il ne peut suffire ; des fouilles archéologiques pourraient confirmer l'ensemble des indices actuels.

La lèpre est une maladie infectieuse faiblement contagieuse (bactérie *Mycobacterium leprae*) affectant les nerfs périphériques, la peau et les muqueuses, et provoquant des infirmités sévères. Elle a connu une phase d'expansion en Europe à partir de la fin du Haut Moyen-Age pour des raisons non élucidées alors que le mal était endémique

<sup>3</sup> AD Aveyron, G 108, f° 495.

<sup>4</sup> AD Aveyron, 2<sup>E</sup> 301-44

depuis l'Antiquité. Cette expansion n'a pas de relation avec la reprise des échanges commerciaux avec l'Orient et n'a rien à voir avec les Croisades comme cela a été parfois supposé. Le développement de la maladie pourrait être lié à la croissance démographique et à l'essor urbain. L'épidémie atteint son maximum aux XII<sup>e</sup> et XIII<sup>e</sup> siècles, puis connaît une lente décroissance pour quasiment disparaître au cours de la 2<sup>e</sup> moitié du XVI<sup>e</sup> siècle. Les malades étaient exclus de la communauté à vie car on soupçonnait que la lèpre était contagieuse et en raison des lésions externes à l'aspect repoussant qu'elle provoque.



*Mur de l'enclos vu depuis la route*



*Vue des ouvertures du mur de l'enclos*



*L'enclos pris depuis la route*



*L'enclos pris depuis l'est*

Les malades étaient relégués dans des établissements appelés léproseries, ladreries, maladreries, maladrières... en général placés sous le patronage de saint Lazare et de sa sœur Marie-Madeleine. Ces exclus semblent s'être d'abord regroupés spontanément en communauté à l'écart de la population dans de modestes habitats. Des hameaux de lépreux sont connus en Bretagne ou en Gascogne, mais ils n'ont laissé que peu de traces dans les archives. Dans un second temps, ces hameaux sont reconnus et une chapelle est construite. Les léproseries se trouvent en dehors des agglomérations mais souvent au voisinage des portes de ville et le long des chemins afin que les malades puissent bénéficier des aumônes des passants. En Auvergne<sup>5</sup>, l'analyse des archives a permis de déterminer deux types de structures : soit des léproseries composées de quelques petites maisons, soit des grands bâtiments avec des dortoirs (hommes et les femmes séparés). On retrouve la présence de puits ou de fontaines, de jardins et de vergers. Les lépreux ayant l'interdiction de se rendre dans les églises, les léproseries ont été équipées de chapelle ou d'église

<sup>5</sup> Picot, Johan. *Atlas historique et archéologique des léproseries des anciens diocèses de Clermont et de Saint-Flour* (XII D.F.S. de prospection thématique annuelle). DRAC Auvergne, SRA, 2009.



\*

*Grange-étable*



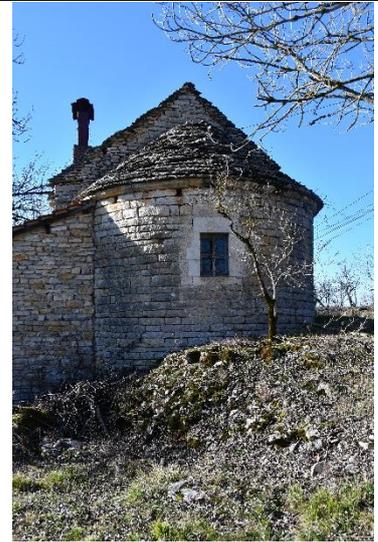
*Cazelle*



*Les dépendances, élévations ouest*



*Ancienne chapelle (?), transformée en maison. Elévations ouest et sud*



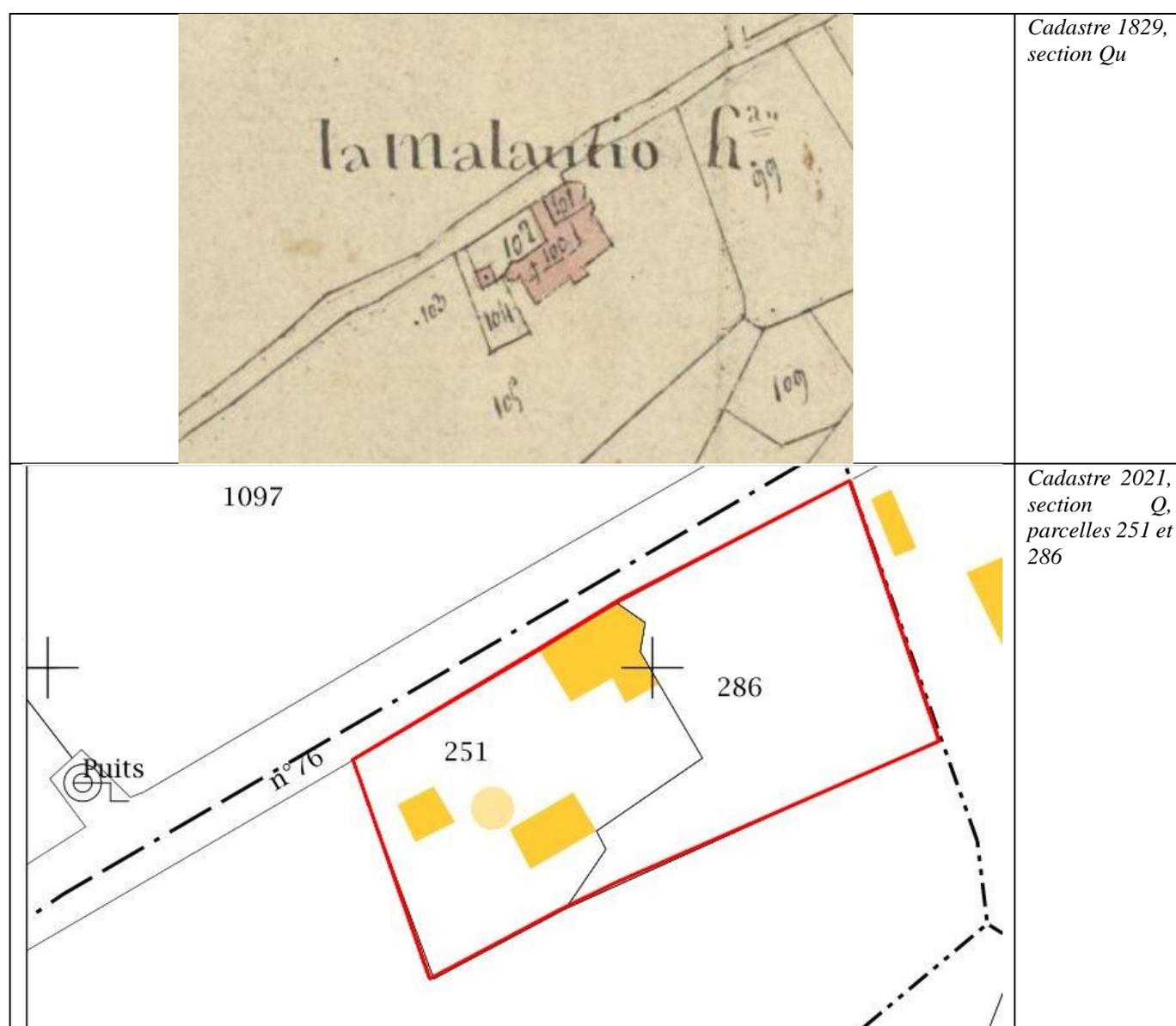
*Chevet (?)*

Les vestiges conservés de léproseries sont peu nombreux en Rouergue. Les deux léproseries de Rodez, celle de Saint-Cyrice (dépendant de la Cité), située près du château d'Aunac et celle de Combecrose (dépendant du Bourg) n'ont pas laissé de traces matérielles ; les archives nous révèlent que dès le milieu XIV<sup>e</sup> siècle elles avaient commencé à périr. A Millau, il subsiste la modeste chapelle de la maladrerie Saint-Thomas (restaurée par la commune) fondée entre 1100 et 1180, au lieu-dit La Maladrerie sur la rive gauche du Tarn. Des léproseries sont mentionnées dans plusieurs paroisses, notamment à Villefranche-de-Rouergue, à Salles-Curan, à Salles-la-Source... mais peu ont laissé des traces.

Cinq léproseries sont enregistrées dans la carte archéologique – 12, Millau, L'Hôpital du Larzac ; 12, Villefranche-de-Rouergue, La Maladrerie, léproserie de Saint-Mémory ; 46, Figeac, La Malaudia ; 81, Lavaur, léproserie des Tuileries.

34 léproseries ou maladreries sont protégées au titre des monuments historiques en France, dans la grande majorité des cas, ce sont les églises qui ont été conservées et protégées ; il s'agit en général des chapelles de léproseries importantes et présentant une architecture soignée.

La léproserie de Villeneuve a été acquise en 2018 par la commune qui souhaitait valoriser cet ensemble et l'intégrer dans le circuit de visite du bourg. La modestie des vestiges en fait tout son intérêt.

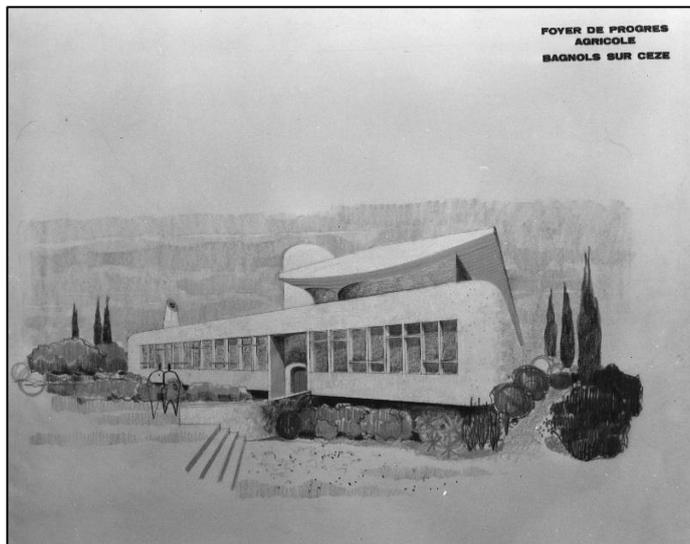
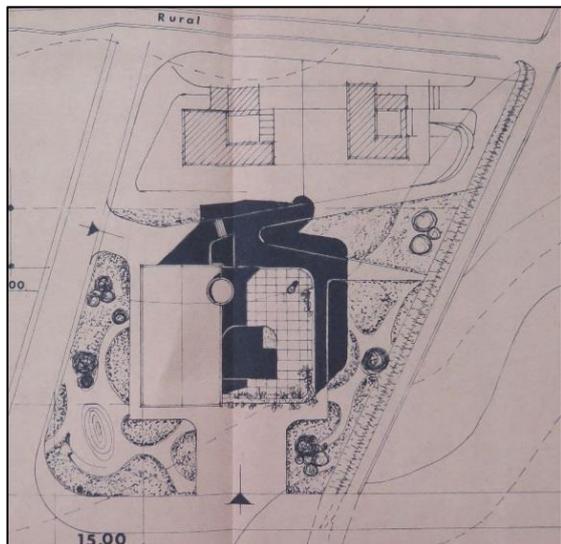


## BAGNOLS-SUR-CEZE (Gard)

ancien foyer de progrès agricole puis centre de formation professionnelle et de promotion agricoles (CFPPA), 10 avenue du Mail

Inscription au titre des monuments historiques en totalité, le 22/04/2022

L'ancien foyer de progrès agricole construit en 1964-66 par Joseph Massota (1925-1989), désaffecté depuis 2016, propriété de la Région qui envisageait de le vendre à la Ville de Bagnols. La fille de l'architecte Isabelle Massota, inquiète devant l'état de l'édifice, labellisé « Architecture contemporaine remarquable » le 29 décembre 2015, a demandé la protection.



La création des Foyers de progrès agricole est issue du IIe Plan de modernisation et d'équipement de la France après-guerre. Les FPA sont des structures du Ministère de l'Agriculture à l'échelle des petites régions agricoles, mises en place pour développer les actions de vulgarisation et de formation professionnelle. Les premières réalisations datent de 1955. Il est prévu d'en équiper les 568 régions agricoles naturelles déterminées par le Ministère. L'objectif est de rompre l'isolement des agriculteurs, de favoriser le partage d'expérience, « pour la démonstration de l'efficacité des techniques modernes ». En 1966, la notion de vulgarisation est remplacée par celle de développement agricole pour une orientation vers l'amélioration de la gestion et de la commercialisation. En 1967, les CFPPA centres de formation professionnelle et de promotion sociale agricoles succèdent aux Foyers de Progrès Agricole.

Dans l'Hérault, les FPA de Béziers, Lodève, Pézenas, Saint-Pons-de-Thomières sont construits en 1959-1962. Dans le Gard, ceux de Saint-Gilles et Alès fonctionnent en 1960, puis sont créés ceux du Vigan et de Bagnols en 1964. Le besoin en formation professionnelle du milieu agricole, alors en pleine expansion dans le Gard avec l'irrigation apportée par la CNABRL de Philippe Lamour par pompage de l'eau du Rhône, n'est pas couvert par les établissements scolaires agricoles publics ou privés. D'où la construction du lycée agricole de Rodilhan et des deux centres de formation professionnelle de Bagnols et de Rodilhan, pour lesquels on fait appel à Joseph Massota qui a gagné auparavant le concours de la Maison de l'Agriculture de Nîmes. Le FPA de Bagnols est justement envisagé par le maire comme une « petite maison de l'agriculture ».

Le bâtiment est situé sur une parcelle de 2600m<sup>2</sup> toute proche du centre-ville, à côté du grand collège conçu par Badani et Roux-Dorlut en 1958, dans l'ouest de la ville, qui a connu un développement spectaculaire avec la création de la Ville Nouvelle par Candilis, Josic et Woods pour accueillir la population venue travailler à la centrale de Marcoule à partir de 1956.



Le bâtiment est disposé en U autour d'un patio central. Les deux ailes sont reliées par un portique du côté sud. La construction comporte trois niveaux : au sous-sol, les espaces annexes : garage, dépôt, chaufferie ainsi qu'un petit « laboratoire », au RDC les salles de cours et bureaux, au 1<sup>er</sup> les logements. L'aile ouest accueille une salle de cours de 70 m<sup>2</sup> et une salle de réunions de 140 m<sup>2</sup>, qui pouvait être divisée en deux espaces grâce à une cloison mobile. Le hall principal dessert à la fois ces salles, la cage d'escalier, les sanitaires et une salle de « vulgarisation ménagère ». Il est prolongé par un dégagement qui conduit aux bureaux du directeur et de son adjoint, de la « vulgarisatrice » et de la secrétaire, situés dans l'aile est.

Les percements sont composés selon un rythme régulier basé sur un module d'1m de large, au nord, un jeu de traverses horizontales alternées, en béton, de l'intérieur, les percements constituent de véritables tableaux géométriques.

Comme dans plusieurs autres de ses réalisations (au domaine expérimentale de l'Espiguette en particulier), l'architecte joue sur le contraste entre les parements en béton brut de décoffrage et ceux recouverts d'un enduit à la finition rustique, qui s'inspire des enduits traditionnels fouettés.

La forme compacte du bâtiment est allégée par la présence du patio, par les courbes qui adoucissent les angles de la construction, par la forme inclinée du toit supérieur, qui lui donne un effet de légèreté et par la tour cylindrique de l'escalier.

Le patio, agrémenté d'un bassin, est traité en « jardin zen » et décoré d'un panneau décoratif mural en carreaux de lave émaillée dû à l'artiste Pierre Sicre Saint-Paul (1926-2018).

La parcelle sur laquelle est implanté le bâtiment comporte, du côté est, un jardin destiné aux cultures maraîchères et fruitières. Il faut préciser que l'intérieur du bâtiment a été récemment squatté et dégradé.



## LE CAILAR (Gard) site archéologique du Castellas

Inscription au titre des monuments historiques des parcelles d'assiette de l'habitat protohistorique,  
le 15/06/2022



Le village du Cailar est situé dans le département du Gard, à une trentaine de kilomètres au sud-ouest de Nîmes. Une occupation protohistorique s'est développée sur une petite éminence naturelle émergeant de la plaine littorale languedocienne, au confluent du Vistre et du Rhône, et en bordure de la lagune qui s'étendait alors dans tout le sud de la région. Ce vaste système lagunaire était connecté à l'ouest au delta du Rhône. A l'abri de l'extrémité de la Costière, le site a été occupé de façon continue à partir du VI<sup>e</sup> siècle avant notre ère jusqu'à l'époque romaine, puis à nouveau à partir du Moyen Âge jusqu'à nos jours.

Le Cailar est l'un de ces comptoirs à vocation commerciale installés en bord de lagune qui maillent le littoral à l'âge du Fer, à l'instar de Lattes, d'Espeyran ou d'Arles, et qui témoignent des intenses échanges avec le monde méditerranéen caractérisant les six derniers siècles avant notre ère en Gaule méridionale.

Les plus anciens niveaux d'occupation du premier âge du fer sont extrêmement bien conservés et très riches en vestiges. Ils ont livré en particulier des céramiques provenant de toute la Méditerranée : Grèce, Italie, Espagne. Un rempart en pierres entourait l'habitat ; il est construit au VI<sup>e</sup> s. av. J.-C. et entretenu tout au long de l'âge du Fer, puis encore à l'époque romaine, avant d'être épierré au Moyen Âge. La présence du rempart a protégé les occupations à l'intérieur de l'habitat et la stratigraphie se développe sur une forte puissance du fait de la succession sur une très longue durée de constructions de terre crue, permettant une préservation d'informations de très grande qualité et une grande précision chronologique.

Les niveaux anciens présentent une succession de sols d'occupations, avec les restes de différents aménagements comme des bâtiments, de fours, foyers, fosses. Les importations méditerranéennes sont déjà nombreuses au VI<sup>e</sup> s. av. J.-C. : des amphores étrusques et grecques, mais aussi de la vaisselle (bucchero nero d'Etrurie, céramiques corinthienne et ionienne).

Les Ve et IV<sup>e</sup> siècles av. J.-C. sont un peu mieux documentés puisque des niveaux d'occupation datés de cette période ont été étudiés en deux points du site. Les maisons présentent des structures en dur, des foyers et des banquettes d'argile. Les taux d'importations – amphores et vaisselle – sont encore très élevés, avec toujours une très forte coloration massaliète. Sur le site de la Place de la Saint-Jean, un grand bâtiment de 32 m<sup>2</sup> est construit au début du Ve s. av. J.-C., à 3 m du rempart ; de forme oblongue, il présente des murs élevés en adobes sur solin de pierre et il ouvrait côté est, vers le rempart, sur un espace qui a livré de nombreux foyers, ainsi qu'une fosse tapissée d'argile qui contenait des restes de faune brûlés, et un four complexe à sole perforée. Le bâtiment a connu deux états avant d'être détruit vers le milieu du Ve s. av. J.-C., afin d'aménager un vaste espace ouvert.

Au cours du III<sup>e</sup> s. av. J.-C., cet espace public est caractérisé par une accumulation de vestiges liés à la pratique de l'exposition d'armes et de têtes coupées sous la forme de trophées. Cet ensemble exceptionnel, qui ne trouve encore des comparaisons que dans la Gaule du Nord, a été fouillé entre 2003 et 2013. Il se présentait comme des accumulations superposées, issues de dépôts successifs qui se sont échelonnés dès la fin du IV<sup>e</sup> siècle av. J.-C., mêlant mobiliers métalliques et crânes humains, mais aussi monnaies, faune et céramique. L'étude complète de cet ensemble a permis d'enrichir notre connaissance des pratiques rituelles de l'Europe protohistorique. Le mobilier métallique découvert – essentiellement des armes – constitue une collection de premier ordre (dont une partie est exposée au Musée de la Romanité à Nîmes), témoin de la maîtrise

métallurgique des populations de cette époque. Les échanges avec la Méditerranée sont toujours très présents, les marchandises provenant essentiellement d'Italie et de Marseille à partir de cette période.

Les découvertes archéologiques et géo-archéologiques permettent d'affirmer que le site du Cailar était un très important port lagunaire, durant toute l'âge du Fer et même au-delà, ouvrant sur la lagune dans laquelle se jetait un bras du Rhône, séparé de la mer par un cordon littoral se situant au niveau de Sylvéreal. Le lien établi entre le site du Cailar et le Rhône permet d'envisager qu'il puisse être identifié comme la colonie massaliète de Rhodanousia, mentionnée par les textes anciens parmi les fondations de Marseille, avec comme caractéristique d'être « au bord du grand Rhône » mais qui n'avait pas été encore localisée de façon certaine. Plusieurs éléments peuvent appuyer cette identification : un mobilier céramique grec extrêmement important, comprenant de la vaisselle de cuisine de tradition grecque ; la présence de pierre taillée au Ve s. av. J.-C. comme en témoignent deux blocs réemployés comme piédroit de porte et un fragment mouluré, de très grande qualité, présentant les plus anciennes traces de certains outils dans la région ; un graffite en grec du Ve s. av. J.-C. ; la présence des premières tuiles en pâte massaliète (élément rare).

Le site archéologique du Cailar est une pièce supplémentaire dans l'histoire complexe du delta du Rhône et permet de comprendre les étapes de la formation d'un paysage en mutation permanente. L'atterrissement des lagunes et la modification du trait de côte au cours des deux derniers millénaires expliquent sans doute que le site du Cailar n'est pas été repéré plus tôt par les archéologues, on ne cherchait pas un port aussi loin de la mer ... Les sondages réalisés par L'institut national de recherches archéologiques préventives (Inrap) en 2017 à l'emplacement d'un projet de lotissement dans l'emprise du site a confirmé la présence d'un habitat de type urbain, très densément occupé pendant plus de neuf siècles de façon continue, jusqu'aux vestiges du castrum médiéval. La stratigraphie et la conservation différentielle sont très complexes mais sur la partie haute de la parcelle, les murs et les rues de la ville du IIe-IIIe s. av. n. è. sont présents à 40 cm sous la surface actuelle. L'époque romaine est peu documentée mais présente ; on connaît deux inscriptions latines, confirmant le rattachement de l'agglomération gallo-romaine du Cailar à la cité de Nîmes.

Le site archéologique du Cailar constitue un de ces sites-clés pour mieux comprendre les liens culturels et commerciaux entre le monde méditerranéen et la Gaule. Comme cela a été déjà souligné, il appartient à une typologie particulière d'établissements littoraux jouant un rôle d'interface lors des contacts entre navigateurs, commerçants grecs, voire étrusques, et les populations gauloises. D'un point de vue physique, il est situé sur le cours du Rhône qui trouve son origine dans le bassin de la Vauze. Les marchandises du grand commerce méditerranéen pouvaient ainsi être distribuées vers un arrière-pays peuplé de nombreux oppida bien mis en évidence par la recherche régionale. Cet hinterland comme des régions plus éloignées pouvaient ainsi fournir en retour des biens en échange, comme du métal, des céréales ou même des esclaves, comme l'indiquent les sources textuelles. On peut rapprocher selon un même modèle de localisation les sites de Lattara ou d'Espeyran, en relation avec le cours du Lez ou un bras du Rhône, mais aussi comme Theline, la première agglomération à l'emplacement d'Arles.



## AUTERIVE (Haute-Garonne)

### Maison Malbosc, dite aussi Ysalguier, n°6 rue Saint-Michel

Inscription du logis et ses dépendances, la cour, le sol et le sous-sol de la parcelle A126, le 16/02/2022



*Façade antérieure*



*Façade postérieure avec tour d'escalier pigeonnier*

Cette vaste maison ouvre sur la rue Saint-Michel. Elle occupe l'angle nord-ouest d'un îlot de la ville haute d'Auterive (quartier Saint-Paul), urbanisé à partir du XIII<sup>e</sup> siècle.

Selon l'historien Casimir Barrière-Flavy (1863-1927), une partie de cet îlot aurait appartenu à la famille Ysalguier, puissante famille toulousaine et coseigneur d'Auterive, qui l'avait acheté aux dominicains de Toulouse en 1361. En 1532, Jean et Guy Ysalguier vendent la propriété au roi de Navarre. Elle passe au cours des XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles entre plusieurs mains et appartient à la veille de la Révolution à la famille Rességuier, propriétaires du domaine voisin du Secourriou (Cintegabelle). C. Barrière-Flavy a eu connaissance de documents qui ne sont plus consultables aujourd'hui. L'hommage et le dénombrement de Jacques II Ysalguier de 1458 conservé aux archives départementales de Haute-



Garonne cite bien une maison : « Item plus par l'ostel principal que le dit Ysalguier a dedans lad<sup>e</sup> ville », mais sa localisation dans la cité n'est pas précisée, ce qui ne permet pas de relier cet « ostel » avec la maison Malbosc.

Le logis et sa dépendance conservent des éléments datables de la seconde moitié du XVI<sup>e</sup> siècle ou du début du XVII<sup>e</sup> siècle (cheminées, baies à meneaux). Elle a fait, au cours des siècles suivants, l'objet d'aménagements successifs.

*Vue d'ensemble*

Elle se compose d'un corps de logis et d'une dépendance séparés par une cour avec puits. Le logis est un bâtiment rectangulaire massif bâti en briques, à l'exception d'une partie de la façade sur cour en pans-de-bois hourdés de briques et mortier de terre. Un escalier en vis, placé dans la tour dans-œuvre, dessert les trois niveaux. Le décrochement vertical, visible dans la maçonnerie au milieu de la façade avant, laisse supposer que la maison est le résultat de la réunion de deux bâtiments. Ce décrochement correspond au mur-de-refend présent sur la façade arrière.

Seul le dernier étage a conservé des croisées anciennes avec traverse et appui mouluré en pierre blanche sur la rue et en bois sur la cour, datables de la fin du XVI<sup>e</sup> et du début du XVII<sup>e</sup> siècles. Les ouvertures des 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> niveaux ont été repercées au XVIII<sup>e</sup> et au XIX<sup>e</sup> siècle.



*Façade arrière ouvrant sur la cour. Partie sud en pans-de-bois*

Deux élégantes et imposantes cheminées sont conservées dans la salle du 2<sup>e</sup> étage. Aux étages inférieurs, des cheminées qui semblent identiques ont été dissimulées derrière les cheminées installées au XIX<sup>e</sup> siècle.

La cour est accessible par une large porte cochère. Une galerie couverte en bois placée au premier étage relie le 1<sup>er</sup> étage de la dépendance au logis. Le sol de la cour est couvert d'une calade.



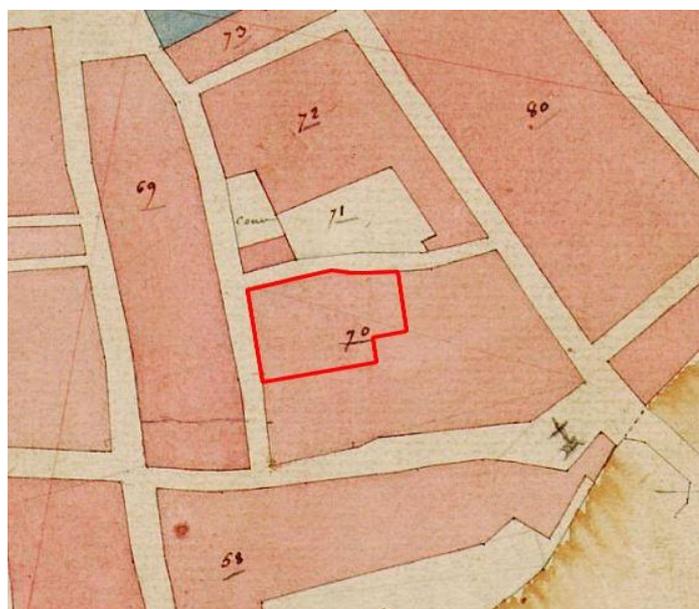
*Partie sud, 3<sup>e</sup> niveau*



*Grande cheminée*



*Cour et dépendance*



*Cadastre de 1809*



## BELLEGARDE-SAINTE-MARIE (Haute-Garonne)

### Abbaye Notre-Dame du Désert

Inscription en totalité de l'église abbatiale, de la chapelle de pèlerinage et de la chapelle des Malades, actuellement chapelle du père Marie-Joseph Cassant ; inscription des façades et toitures des bâtiments de l'abbaye à l'exception du réfectoire construit en 2003 et du porche d'entrée ; inscription de la salle capitulaire de l'abbaye et du sol du cloître ayant servi de cimetière aux religieux, le 23/11/2022



*Vue aérienne, vers 1980*

Un lieu de culte aurait existé sur ce coteau dès le début du XII<sup>e</sup> siècle. La première mention écrite ne remonte qu'à 1200, date où Jourdain III de l'Isle fait un legs en faveur de la chapelle. La tradition rapporte que le sanctuaire a été édifié à la demande de Marie Desclassan appartenant à la noblesse locale. Cette jeune fille se serait retirée dans ce lieu isolé pour se consacrer à Dieu après la mort de son père et de ses deux oncles durant la première croisade. Elle fut inhumée le 8 septembre 1117 auprès de la **chapelle de Sainte Marie de l'Herm** qui devient peu à peu un lieu de pèlerinage. La chapelle, entourée d'un cimetière, demeure jusqu'au début du XVIII<sup>e</sup> siècle le centre religieux de la paroisse, les prêtres choisissent alors de se rapprocher de l'église du bourg de Bellegarde.

A la Révolution, la chapelle est détruite, mais dès 1819, des paroissiens et le curé de Garac (paroisse voisine) décident de la reconstruire. Les dimensions de la nouvelle chapelle, bâtie en brique, sont modestes 16 m de long sur 6 m de large; la façade ouest est surmontée par un clocher mur est.

En septembre 1849, le père Avignon, missionnaire du Calvaire de Toulouse propose, lors d'un prêche dans la chapelle de Sainte-Marie de l'Herm, de fonder un nouveau monastère ; le projet est soutenu par l'ensemble du diocèse de Cadours. Une paroissienne de Garac, Marie Josèphe Guyon née Dupeysset, offre la métairie voisine du Mouchet avec 22 ha de terre ; une autre paroissienne donne une somme pour acquérir une petite propriété attenante pour implanter les bâtiments du monastère. L'archevêque de Toulouse, le cardinal d'Astros, approuve le projet et émet le souhait que la fondation soit faite par l'abbaye trappiste Notre-Dame d'Aiguebelle (près de Grignan et de Montélimar, Drôme), fondée en 1137 par l'abbaye de Morimond dont les bâtiments furent rachetés en 1815 par des cisterciens originaires de l'abbaye de La Trappe, réfugiés à la Révolution en Suisse au monastère de Valsainte.

L'abbaye d'Aiguebelle devient rapidement florissante et compte en 1850 plus de 200 moines attirés par la rigueur de sa règle. Elle fait preuve d'une remarquable vitalité à la fois sur le plan religieux et sur le plan économique (elle possède une chocolaterie industrielle réputée). Aiguebelle est un monastère très influent au sein de la Stricte Observance. Les nombreuses vocations lui permettent d'épauler des fondations nouvelles et de les marquer de son empreinte. Entre 1843 et 1863, l'abbaye est sollicitée pour aider des fondations aussi bien en France - Notre-Dame des Dombes (Ain), Notre-Dame des Neiges (Ardèche) - qu'en Algérie (monastère de Staouéli) ou en Italie...

Le père abbé d'Aiguebelle, dom Orsise Carayon, contacté trois semaines après la retraite du père Avignon, répond favorablement en mars 1850. Mais, ce n'est qu'en 1852 que suite à la démission de dom Orsise et de la visite du père

abbé de Notre-Dame de la Trappe à l'archevêché de Toulouse que le chapitre général, peu enclin à accepter les projets portés par des notables, « reconnut l'opportunité d'une fondation dans cette partie de la France qui ne possédait pas de maison de l'ordre et qui laissait espérer des avantages temporels à cause de la fertilité du sol et de nombreuses vocation à cause du bon esprit et des sentiments religieux de ses habitants ». Le nouvel abbé d'Aiguebelle, dom Bonaventure Chareyron, est autorisé à y envoyer des religieux (actes des chapitres généraux 1852 session IV, 14 septembre).



*Vue d'ensemble, gravure vers 1900*

Le 21 décembre 1852, un moine de chœur et quatre convers arrivent à Sainte-Marie ; il n'existe alors aucun logement pour les moines. Le curé de Garac fait construire des cellules en planches pour les loger provisoirement. Le 23 juin 1853, trois nouveaux convers rejoignent les premiers alors qu'un bâtiment avec une chapelle provisoire est achevé en juillet. Deux modestes pièces sur le côté sud de la chapelle servent de cuisine et de réfectoire. Une salle du chapitre est aménagée dans la petite chapelle latérale face à la sacristie. De ce monastère primitif ne subsiste aujourd'hui que deux côtés du cloître et une salle voûtée sans doute la salle capitulaire au sous-sol dans la partie ouest du bâtiment actuel. Fin 1853, la communauté compte 15 membres venus d'Aiguebelle ; en 1854, 27 ; en 1856, 43 ; en 1858, 56. Le 21 juin 1855, Saint-Marie du Désert est érigée en prieuré et le 15 février 1861, ce dernier est érigé en abbaye qui abrite alors 60 moines.



*Cour d'entrée avec au fond le pavillon de l'Horloge*

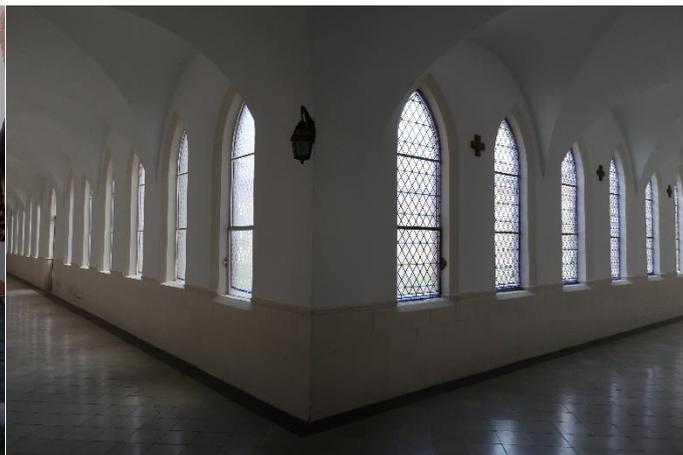
La construction de ce grand monastère a duré plus de 20 ans, le gros-œuvre est achevé en 1873. Rapidement, l'installation d'une briqueterie a permis de réduire les coûts de construction.

L'ensemble se compose de deux grands quadrilatères : le premier regroupe la cour d'entrée avec au nord, l'infirmerie (1875), au sud, le Noviciat (1871) et au fond, le pavillon de l'Horloge (1857). Le deuxième quadrilatère s'organise autour du cloître aux larges galeries vitrées avec le cimetière des frères au centre (1855) ; au nord prend place la grande église abbatiale dont les plans ont été dessinés par l'architecte toulousain Auguste Delort (1865-1874) dans un style gothique dépouillé. Elle se prolonge à l'est par la chapelle des malades. À l'ouest, se trouvent le réfectoire, grande salle voûtée et au sud, la salle capitulaire, le scriptorium, la bibliothèque et les appartements de l'abbé. Les étages de la grande aile sud (1854, un étage de soubassement et 3 niveaux) abritaient les dortoirs desservis par deux escaliers en pierre placés aux extrémités. L'hôtellerie pour loger les visiteurs et les retraités (1869) est accolée à l'église abbatiale ; elle compte trois étages et abritait un réfectoire et 20 chambres, avec à l'avant un promenoir et un

jardin. Ce vaste ensemble, très bien entretenu, impressionnant par son gigantisme, présente une architecture dépouillée, quasi militaire. L'église abbatiale a été consacrée le 19 avril 1874.



*Grand cloître avec au second plan l'église abbatiale*



*Cloître*

Le 24 septembre 1881, le clocher de la **chapelle de pèlerinage** s'effondre sur la toiture. Un religieux du monastère, le frère Nivard Fournier, dessine les plans du nouvel édifice. Les travaux débutent en 1884 pour s'achever en 1889. La chapelle est bénite le 27 avril 1889 par l'archevêque de Toulouse. Construite en briques apparentes, elles mesurent 24 m de long sur 16 m de large. La nef compte cinq travées, chaque travée est percée de deux baies. L'abside du chœur est percée de cinq baies en plein-cintre. La façade occidentale est flanquée de deux clochers élancés. La façade latérale nord est bordée d'une galerie permettant d'accueillir les pèlerins.



*Chapelle de pèlerinage*



*Nef et chœur*



*Nef de l'église abbatiale*

Tout en poursuivant les travaux de construction, les moines ont eu soin d'agrandir et de valoriser la propriété qui passe de 73 ha en 1876 à 150 ha en 1939, 183 ha en 1975 pour atteindre 190 ha en 2020, le travail manuel étant une des bases de la règle cistercienne de la Stricte Observance.

L'abbaye de Sainte-Marie-du-Désert a essaimé à son tour en France : en 1875, à l'ancienne abbaye d'Igny (Marne) avec l'envoi de deux groupes de moines ou en Espagne à l'abbaye San-Isidro de Dueñas (1891) et l'abbaye Notre-Dame de Viaceli à Cobrecas (Cantabrie).

En octobre 2021, les derniers frères ont quitté l'abbaye en remettant l'ensemble des bâtiments et des terres à l'association caritative « Le village de François » qui va la transformer en centre d'accueil.



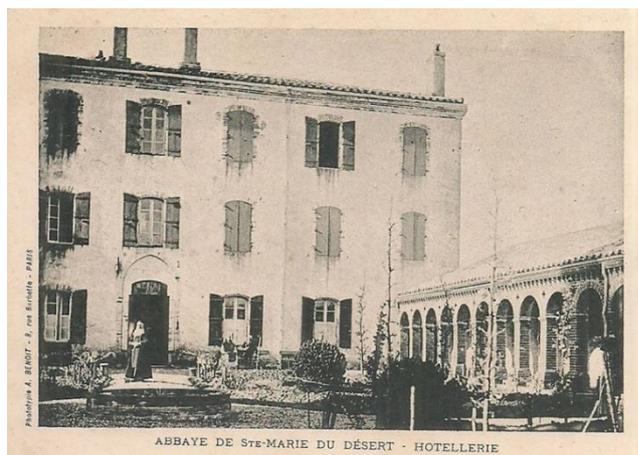
*Scriptorium en 2020*



*Salle capitulaire*



*Le réfectoire*

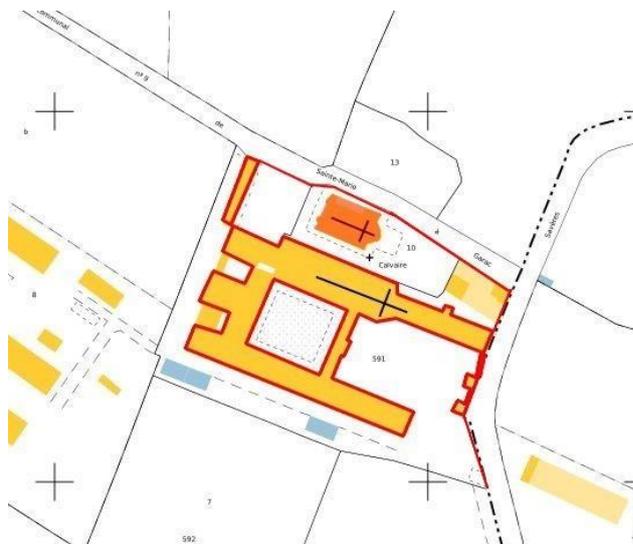


*L'hôtellerie vers 1910*



*L'abbaye prise de l'ouest vers 1910*

Cadastre 2021



Vue aérienne de l'abbaye et d'une partie des terres agricoles



Extrait du cadastre de 1838, section A

**REVEL (Haute-Garonne)**  
**Maison n°10 rue Georges-Sabo**  
**Inscription de la maison principale, le 07/03/2022**



*Façades antérieures*

Cette maison se trouve à proximité de la place centrale de Revel qui est une bastide fondée en 1342. Protégée à partir de 1355 par des remparts et des fossés, la forme urbaine de la cité a peu évolué durant plusieurs siècles. La bastide adopte une forme octogonale légèrement irrégulière dont le plan orthogonal est d'une grande homogénéité. Celui-ci se développe autour de la place de la halle, classée MH - siège de l'autorité municipale et des marchés. La rue de Carcassonne, puis des Frères – actuelle rue G. Sabo - reliait la place de la Halle à la porte dite des Frères – aujourd'hui au boulevard Carnot, implanté à l'emplacement du rempart.



*Entrée avec escalier*

La propriété du n° 10 se compose d'une grande maison dont la façade antérieure est alignée sur la rue, d'une petite maison avec une dépendance à l'arrière et d'un jardin clos de hauts murs de clôture. Le fond de la parcelle est longé par le Mayral, ruisseau marquant la limite de parcelle et qui autrefois servait d'égout. La petite maison et sa dépendance se trouvaient sur une parcelle indépendante au moment de la levée du cadastre de 1831.

La maison principale se compose d'un rez-de-chaussée, d'un 1<sup>er</sup> étage en encorbellement saillant d'environ 80 cm, par rapport au rez-de-chaussée ; le 2<sup>e</sup> étage, servant habituellement de grenier, dispose de baies mesurant la moitié de celles de l'étage noble. Les deux maisons sont construites en pan de bois avec un remplissage en briques. Les enduits modernes ne permettent pas de voir la structure des bâtiments. Des chaînes d'angle verticales en enduit imitant des bossages encadrent la façade. Le soin apporté au traitement de la façade distingue ce logis des autres constructions de la rue, d'autant que cette construction est beaucoup plus large que les autres : env. 14 m (logis principal) et 5 m (petite maison qui correspond au module des parcelles bâties à Revel).



*Rez-de-chaussée, cheminée*



*1<sup>er</sup> étage. Ancien salon transformé en chambre*

Le rez-de-chaussée et le 1<sup>er</sup> étage présentent la même distribution : un large couloir central abritant la cage d'escalier sépare le logis en deux, avec de chaque côté deux pièces, une ouvrant sur la rue et l'autre sur le jardin au sud. L'imposant escalier en bois, datable du XVII<sup>e</sup> siècle, distribue les deux étages. La rampe d'appui se compose de balustres carrées à double panse en bois. Les poutres de l'entrée et du 2<sup>e</sup> étage sont recouvertes d'un plancher découpé en petits caissons carrés ornés de fleurs peintes en grisaille. Complétant les plafonds peints, un décor en plâtre sculpté élaboré, vraisemblablement datables de la 2<sup>e</sup> moitié du XVII<sup>e</sup> siècle, ornent trois pièces, le salon du rez-de-chaussée, un second au 1<sup>er</sup> étage et une petite chambre.

Le sculpteur Gaillard Bor, spécialiste des décors religieux en plâtre, était originaire de Bélesta à côté de Saint-Félix-Lauragais (à une dizaine à l'ouest de Revel). Il était à la tête d'un atelier itinérant travaillant dans toute la région : Aude, Tarn, Ariège, région toulousaine, Tarn-et Garonne (retable de l'abbaye de Grandselve, détruit et église de Larrazet). Il n'est donc pas étonnant de trouver à Revel un décor comme celui de la maison étudiée.



3<sup>e</sup> étage, cage d'escalier



Détail plafond peint



## TOULOUSE (Haute-Garonne)

Vestiges du rempart gallo-romain situés à l'angle des rues Bida et Saint-Jacques  
Classement des vestiges (tour et courtine) du rempart, également dits « tour Saint-Jacques », avec sol et sous-sol des parcelles qui les contiennent, le 24/02/2022



Vue de la courtine et de la tour



Détail

Toulouse est l'une des rares villes de Gaule à disposer d'une enceinte urbaine dès le Haut-Empire. La construction de la fortification donne, au I<sup>er</sup> siècle, un prestige particulier à la cité : l'enceinte, longue de 3 km, délimitant et protégeant en effet une ville importante d'environ 94 hectares fondée sur la rive ouest de la Garonne. Les recherches déjà menées sur différentes sections de la fortification antique montrent que celle-ci a vraisemblablement été édifiée en trois temps, avec d'abord la construction des portes sous Auguste, puis des courtines sous Tibère entre 20 et 30 ap. J. C. ; le bord de la Garonne étant fortifié plus tard, peut-être durant le règne de Domitien.

L'homogénéité de l'architecture et des techniques constructives des portes, des tours et des courtines témoignent de l'édification rapide de l'ensemble. Le mur est scandé d'une cinquantaine de tours reliées par des courtines d'environ 45 m de long. Trois tours circulaires identiques alternent généralement avec des tours à talon carré de plus grandes dimensions qui possèdent un avant-corps semi-circulaire ou polygonal. Deux portes principales sont placées dans l'axe du *cardo maximus*. La Porterie, au nord, est bien connue grâce aux fouilles de la place du Capitole, tandis que des lacunes demeurent au sujet de la porte Narbonnaise mise au jour lors de la fouille de la Cité Judiciaire. Une troisième porte permettait d'accéder à la ville par l'est, au débouché du *decumanus maximus* (cathédrale Saint-Etienne). L'homogénéité, la rapidité et la qualité architecture de l'ensemble suggèrent que la mise en œuvre de la fortification a bénéficié de moyens importants, probablement impériaux. Les enceintes urbaines édifiées au Haut-Empire, durant la *pax romana*, sont en effet considérées comme des constructions de prestige, des dons accordés par l'empereur à la cité. Le plus souvent seules des portes monumentales ont été élevées mais à Toulouse l'enceinte a été réalisée dans son intégralité. L'originalité de la construction tient aussi sur sa mise en œuvre : l'enceinte de Toulouse est non seulement la seule de Gaule à être construite en *opus testaceum*, mais elle est également unique sur le plan architectonique, grâce au recours à une structure à caissons pour la construction des courtines.

A la fin de l'Antiquité, enceinte limite toujours l'espace de la ville de Toulouse. Au Moyen Age, le mur est précédé d'un système de fossé et c'est devant ces murs que meurt Simon de Montfort lors du siège de Toulouse en 1218. A l'issue de la croisade, le traité de Paris ordonne au comte de Toulouse, Raimond VII, la destruction de l'ensemble de l'enceinte. Les observations réalisées en différents points de l'enceinte montrent que cette décision a bien été suivie des faits : les murs antiques ont en effet été arasés. Pour autant, les courtines et la plupart des tours de l'enceinte ont rapidement été rebâties, sans doute à la fin du XIII<sup>e</sup> s. La différence entre la maçonnerie antique et la maçonnerie médiévale est particulièrement lisible puisque celle-ci ne fait appel qu'à la brique.

A Toulouse, bien que le tracé de l'enceinte antique soit rémanent dans le parcellaire, rares sont les sections du mur encore conservés en élévation. Les vestiges de courtines ou de tours visibles par le public sont encore plus rares : si l'on excepte la maçonnerie conservée dans le sous-sol du magasin *Uniqlo* au 3 Rue du Poids de l'Huile, seule la

parcelle située à l'angle des rues Alexandre Bida et Saint-Jacques permet d'observer avec aisance une partie de l'enceinte vieille de près de 2 000 ans.

La tour dite Saint-Jacques et la courtine aujourd'hui visibles sur la parcelle 815 AC 33 n'ont été dégagées qu'en octobre 1971, après la destruction des immeubles construits de part et d'autre du mur. La démolition a été importante et les maçonneries « ont été malencontreusement arasées au niveau de la rue ». Depuis le 14 septembre 1973, une partie de ces vestiges est cependant visible depuis la rue à l'angle d'un ancien parking, tandis que la section la plus septentrionale de la courtine n'a pas été mise au jour. Dès son dégagement, ce mur fait l'objet de recherches archéologiques : ainsi, en 1973, M. Vidal a réalisé une série de sondage au pied du mur afin d'examiner la base des murs romains. Les observations montrent que la tour présente un diamètre extérieur de 10,60 m et intérieur de 8,20 m (épaisseur du mur de 1,20 m) ; la courtine, large de 2,40 m, a été dégagée sur une dizaine de mètres. La mise en œuvre est identique à celle de l'ensemble du rempart antique. Au-dessus des fondations composées de deux coulées de galets pris dans du mortier, la partie basse de l'élévation est constituée d'un petit appareil de 6 à 8 rangées de moellons calcaires et de 3 assises traversantes de brique, puis de 3 à 5 nouvelles assises de moellons. Les maçonneries antiques ne sont conservées que sur 2 m de hauteur au-dessus de leur fondation : l'élévation de brique formant la partie supérieure du mur correspond à une reprise de l'enceinte qui n'est probablement pas antérieure à la fin du XIII<sup>e</sup> s. Au nord, la courtine se poursuit sous le sol du parking, puis dans les parcelles voisines. Dans ce secteur proche de la cathédrale Saint-Etienne, le mur antique forme encore la limite parcellaire entre les immeubles de la rue Bida et de la rue Sainte-Anne.

Au Moyen Âge et à l'Époque moderne, ce mur qui formait la limite du quartier canonial de la cathédrale Saint-Etienne, servait déjà d'appui aux maisons canoniales, dont les vestiges des caves sont encore en partie visibles. En 1987, quatre petits sondages complémentaires ont été réalisés contre la courtine et la tour Saint-Jacques, dans le cadre d'une opération de fouille programmée conduite sous la responsabilité de C. Domergue. Les données suggèrent qu'à cet emplacement le sous-sol a été perturbé lors de la démolition des immeubles et la destruction des caves, mais qu'il conserve néanmoins des vestiges archéologiques, notamment antiques. En 1988, un premier projet d'aménagement a été l'occasion de réaliser de nouveaux sondages archéologiques. L'opération, menée par Q. Cazes, a permis de reconnaître une succession ininterrompue de bâtiments entre le Haut-Empire et le VI<sup>e</sup> siècle, puis de nouvelles occupations successives entre la formation médiévale du quartier canonial et la période moderne. Ces sondages ont été complétés par de nouveaux, en mars 2021, réalisés en prévision d'un projet de cession du terrain par l'État : l'intervention a permis de reconnaître le très bon état de conservation de la courtine sous le niveau du parking, au nord de la parcelle.

Aujourd'hui, les vestiges de la rue Bida sont inscrits au titre des Monuments Historiques (depuis le 19 novembre 1990), à l'instar d'autres sections de l'enceinte urbaine de Toulouse. Ils sont, ici plus qu'ailleurs, visibles de tous et bien conservés ; ils constituent le meilleur témoin de l'importance de la ville pour l'empire. En 1989, la COREPHAE avait émis un vœu de classement, mais le projet de construction d'un bâtiment pour le Rectorat avait empêché le passage en commission nationale.



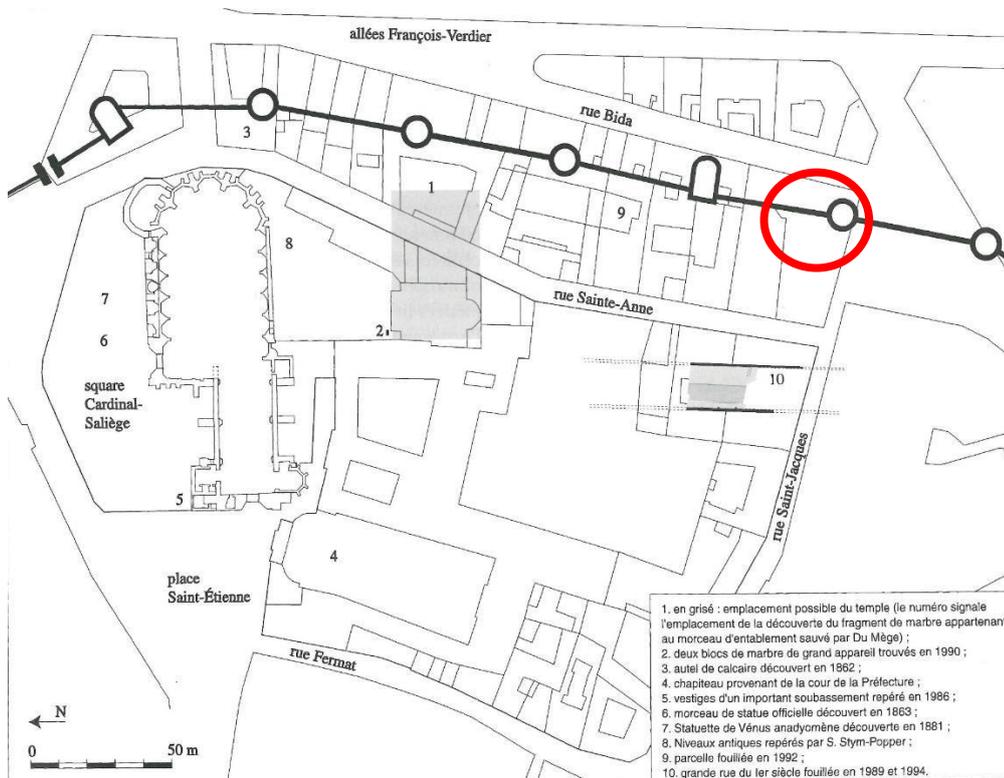
Détail de la maçonnerie de la partie basse



Tour



Vue d'ensemble prise depuis la rue Bida, 2015



Vestiges antiques du quartier Saint-Etienne. Extrait de Q. Cazes. Le quartier canonial de la cathédrale Saint-Etienne..., p. 14.

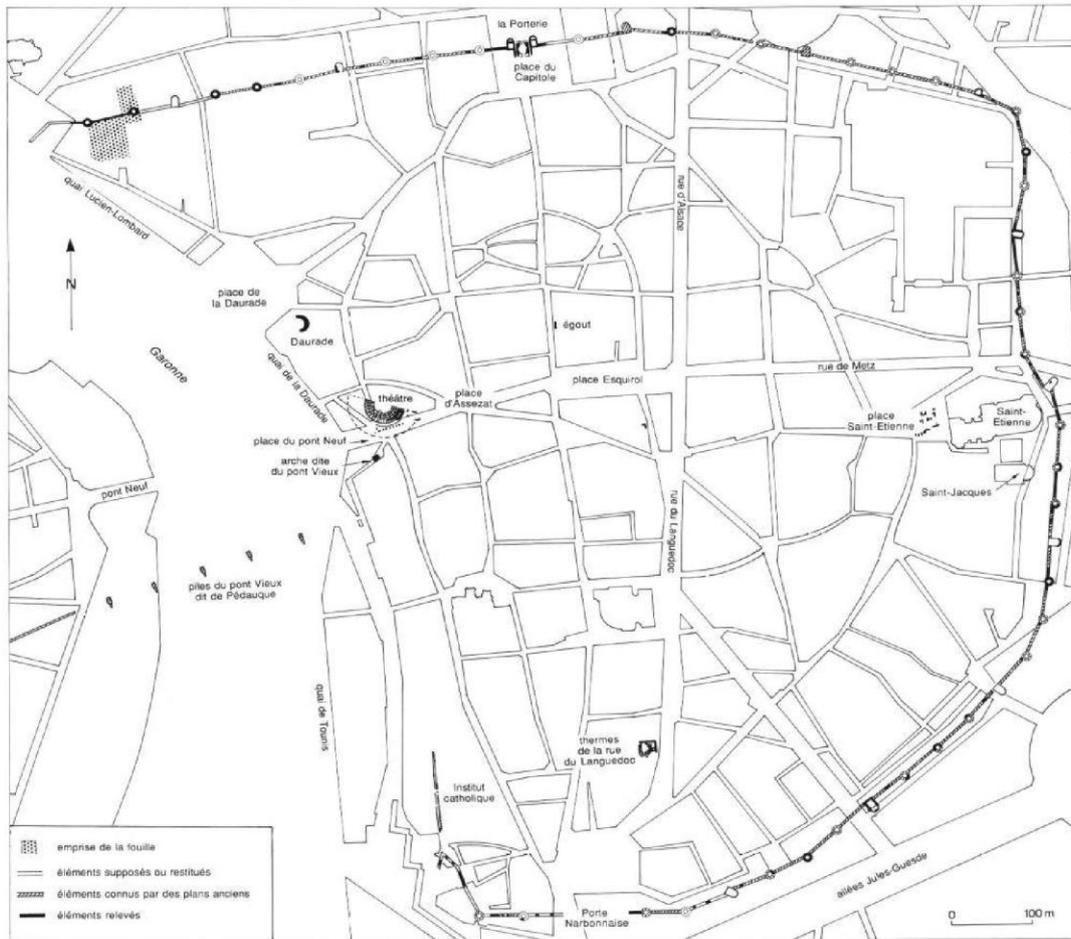


Fig. 1 — Plan de l'enceinte de Toulouse d'après le plan du catalogue de l'exposition *Palladia Tolosa*, Musée Saint-Raymond, Toulouse, 1988.

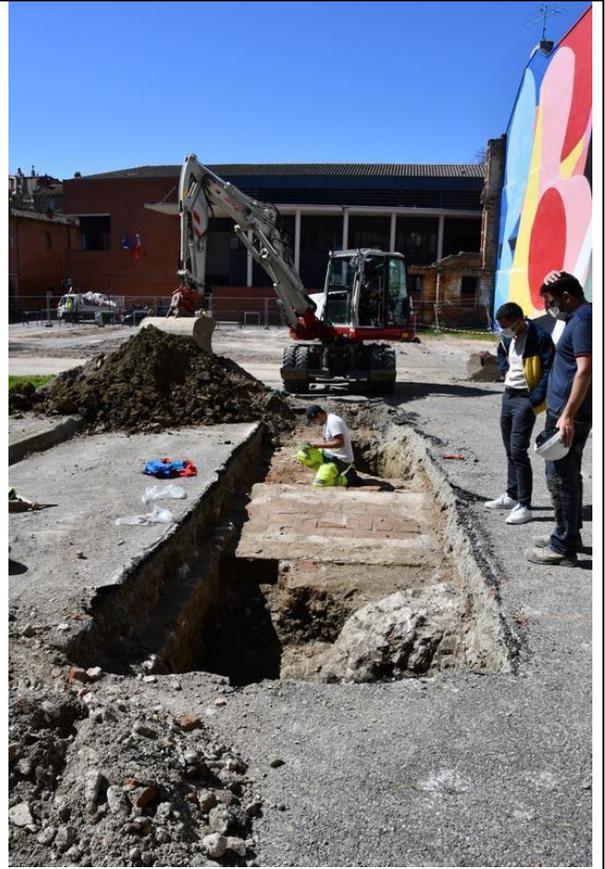
Plan de l'enceinte de Toulouse. Extrait de R. de Filippo. « Nouvelle définition de l'enceinte romaine de Toulouse » dans *Gallia*. T. 50, 1993, p. 182.



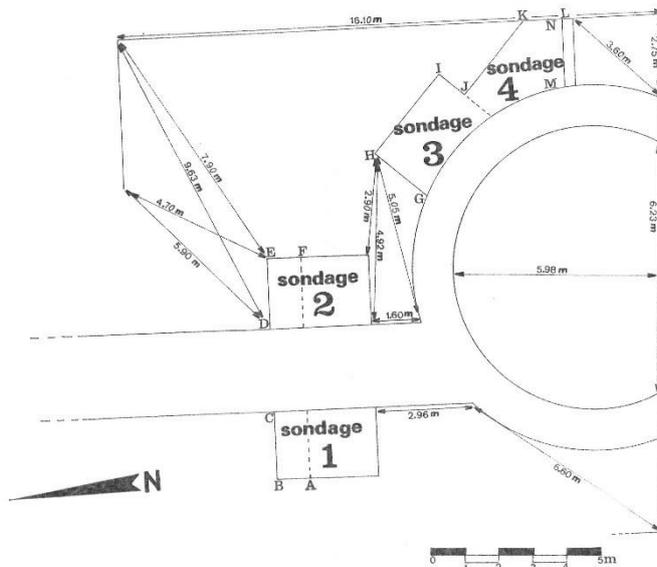
Vue aérienne du site, 1965 avant les travaux de démolition des immeubles. [www://Géoportail :C2143-0311\\_1965\\_CDP5342\\_4233](http://www://Géoportail :C2143-0311_1965_CDP5342_4233)



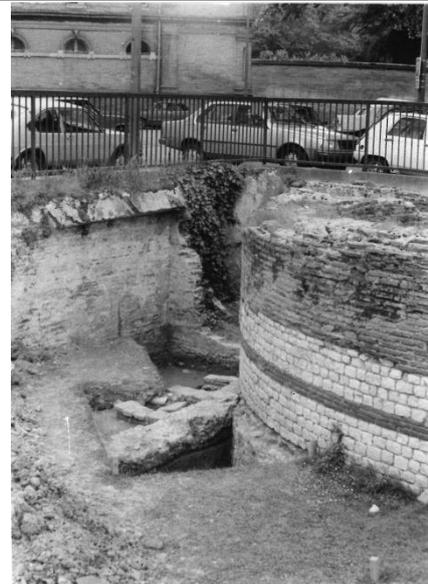
Élévation du rempart antique et ses reprises successives. Vue prise en 1992 au 10 rue Sainte-Anne. Les baies en plein-cintre correspondent aux mirandes du chemin de ronde ; les ouvertures rectangulaires sont modernes © Q. Cazes



Dégagement de la courtine du 1 rue Bida. Diagnostic d'archéologie - SIPA de Toulouse Métropole. 30 mars 2021



Plan des sondages réalisés en 1987 par l'équipe de C. Domergue



Cliché des sondages 3 et 4 réalisés au droit de la tour en 1987 par l'équipe de C. Domergue

## BEZIERS (hérault)

### Hôtel Fayet

Inscription au titre des monuments historiques en totalité avec ses cours et son jardin,  
le 22/11/2022



L'hôtel Fayet est situé dans le centre historique de Béziers, entre la cathédrale Saint-Nazaire et les halles, bordé par les rues Tourventouse, Capus et du Général Pailhès. La bâtisse remonte certainement à l'époque gothique, comme en atteste la présence de voûtes à arcs brisés à refend dans les réserves actuelles du musée. Au XVII<sup>e</sup> siècle celle-ci est entièrement remaniée par la famille de Villeraze. Plusieurs prix-faits attestent de nombreuses campagnes de travaux visant à restructurer entièrement la demeure, entre cour et jardin. En 1670, l'imposant escalier à quatre noyaux est construit, le porche d'entrée singulier avec son pilastre en retour est, quant à lui, bâti en 1672. C'est dans ces murs que naît, en 1747, Armand de Villeraze et probablement sous son chef que les façades de l'aile, entre cour et jardin, sont percées de baies à arcs subaissés et que les salons du premier étage, aux cheminées et décor rocaille, sont disposés en enfilade. La fuite en Saxe, puis en Prusse, de ce grand officier, suite à l'assassinat qu'il commet sur la personne du

procureur du Roi, en 1772, l'amène à louer sa demeure à Pierre Fuzier, juge au tribunal de Béziers. Celui-ci acquiert définitivement le bien en 1826. C'est sa petite fille, Elise, qui épouse Gabriel Fayet en 1864. C'est donc par la lignée féminine que l'hôtel de la rue du Capus rentre dans la famille Fayet.

Un fois leur noce célébrée, Gabriel Fayet et Elise Fuzier s'installent dans dans cette belle demeure. Gabriel décide, néanmoins, de développer les espaces et acquiert des parcelles mitoyennes dès 1876. A cette date, il rachète le n°7 de la rue du Capus pour y loger ses domestiques. Puis, entre 1887 et 1888 il fait l'achat des trois parcelles voisines, côté jardin, afin de construire une extension de sa demeure d'habitation. Le nouveau bâtiment est alors relié à l'aile principale par un ouvrage en encorbellement, doté de vitraux historiés de la maison Gesta, datés de 1887. Il est séparé de l'hôtel par une cour servant de passage aux voitures qui pouvaient y accéder par un nouveau portail percé sur la rue du Capus. Cette extension superpose trois niveaux : écurie et garage en rez-de-chaussée, appartements au premier étage, galerie-atelier de peinture de Gabriel au deuxième. L'appartement familial, situé au deuxième étage de l'aile principale, est désormais annexé par Gustave, fils d'Elise et de Gabriel, qui y aménage son propre atelier de peinture et son logis. Gustave Fayet se marie en 1893 avec Madeleine Andoque-de-Seriège. Le couple fait appel à la prestigieuse agence Bordelaise de Louis-Michel Garros, afin d'y aménager des espaces plus adaptés à leur mode de vie mondaine. Gustave, collectionneur de renom, y accueille de nombreux artistes de son temps. Au rez-de-chaussée, un fumoir est créé, ainsi qu'une cuisine et son office dotée d'un monte-plat afin de desservir les différents étages de l'aile principale. Les salons du premier niveau sont réaménagés de meubles et décors imitant le style Louis XV. L'ancien appartement de Gustave est percé d'un véranda en encorbellement. Lorsque Gabriel décède en 1899, Gustave s'approprie l'ancien atelier de son père et le dote d'un salon de musique avec piano, pourvu d'une grande cheminée en bois sculptée et portant son chiffre au linteau. L'immeuble deviendra, par la suite, un immeuble de rapport avant d'être cédé par les descendants de Gustave Fayet à la ville de Béziers, en 1966, pour y installer un musée.



L'hôtel Fayet est représentatif de l'essor de l'une des plus grandes fortunes bitteroises de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Gabriel, puis Gustave, y opèrent de nombreux remaniements architecturaux qui contribuent à asseoir leur influence sur la société mondaine et culturelle bitteroise.



Ancien salon de musique de Gustave Fayet avec sa cheminée monumentale © Marc Kérignard, service régional de l'Inventaire - région Occitanie



Gabriel Fayet, *Gustave lisant à la fenêtre de sa chambre dans l'hôtel familial sur du Capus*, v. 1885, huile sur toile (coll. part.)

© Henri Gaud, service régional de l'Inventaire - région Occitanie



Cage d'escalier à quatre noyaux, médaillon avec œuvre de Gabriel Fayet © Olivier Liardet



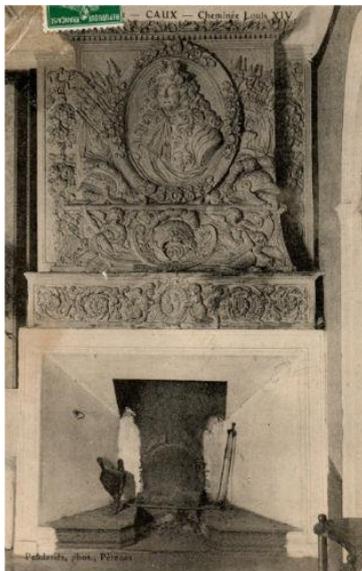
Deux des salons en enfilade au 1<sup>er</sup> étage de l'aile entre cour et jardin © Olivier Liardet



## CAUX (Hérault)

### Maison Niel (ou Rouch)

**Inscription au titre des monuments historiques des façades et toitures du bâtiment principal, de l'escalier et son palier en totalité, de la pièce sur rue au 1<sup>e</sup> étage avec sa cheminée monumentale et ses structures, le 22/04/2022**



Caux est une petite commune héraultaise de 2 612 habitants, qui s'étend sur environ 2400 hectares. Elle dépend du canton de Pézenas et de l'arrondissement de Béziers. Son bourg conserve une morphologie urbaine ancienne, en circulade, caractéristique des villages méridionaux. La maison dite « Niel », située au 48 place de la République, est construite dans le faubourg moderne, à l'extérieur de l'ancienne enceinte médiévale entourant le bourg ancien. Elle abrite aujourd'hui une cheminée en gypse datable du dernier quart du XVII<sup>e</sup> siècle, attribuée au sculpteur sur plâtre Jean Sabatier, auquel la DRAC Occitanie a consacré une publication<sup>1</sup>.

Le XVII<sup>e</sup> siècle fut, pour le Languedoc, une période riche et innovante dans le domaine de la construction ou du réaménagement des résidences aristocratiques et des édifices religieux. La carrière de Jean Sabatier se déroule pendant une période de renouvellement importante des arts en France, qui aboutit à la pleine expression du classicisme français, à l'apogée du règne de Louis XIV (1643 – 1715).<sup>2</sup>

Le compoix de 1615 indique que la famille Rouch est propriétaire, au début du siècle, de tout l'îlot actuel, bordé par les rues Gambetta, des notaires Santi et par la place de la République. La date de construction des divers bâtiments n'est pas connue. En revanche, la date de 1620 gravée sur un blason conservé dans l'escalier, correspondrait à une importante campagne de travaux, au cours de laquelle est construit un vaste escalier rampe sur rampe, accessible depuis le passage commun, et plusieurs pièces du rez-de-chaussée voûtées d'arêtes. La cheminée monumentale est conservée dans la salle du premier étage, donnant sur la rue, qui s'ouvrait sur le jeu de Ballon. Celle-ci est en place contre la cloison de fond correspondant au mur support de l'escalier. Elle est entièrement réalisée en plâtre peint. Elle se compose d'un foyer à pans coupés sur piédroits et tablette, d'un attique et d'une hotte entièrement sculptés. Son manteau est constitué de plâtre peint imitant le marbre. L'attique, peu développée, est ornée en son centre d'un écu frappé de trois fleurs de lys porté par deux angelots ailés, qui s'organise au centre d'une délicate frise sculptée de rinceaux de feuilles d'acanthus. La hotte est agrémentée d'un imposant médaillon à fleurs, au sein duquel se dresse le portrait d'un personnage cuirassé, représentant probablement le roi Louis XIV en chef de guerre. Le médaillon est entouré d'attributs militaires : drapeaux, casques, armes, têtes d'aigle et chien. Il surmonte une frise au décor figuré, composé d'un cartouche occupé d'un casque à visage de lion posé sur une pelté, entouré de branches de lauriers signes de la victoire. De part et d'autre du cartouche, on retrouve deux angelots ailés. Deux pilastres positionnés en retrait encadrant la hotte, sont ornés de guirlandes de fleurs nouées. L'entablement sommital est composé de denticules et à nouveau de feuilles de laurier. La cheminée daterait de la toute fin du XVII<sup>e</sup> siècle et aurait été réalisée suite au remariage de Pierre Rouch avec Louise Viguier en 1676. En effet, en février 1679, le roi signe le traité de Nimègue mettant fin à la guerre de Hollande et confirmant les traités de Westphalie qui ont mis fin à la guerre de trente ans, trente ans plus tôt. Le règne de Louis XIV est à son apogée, par cette œuvre où figure le portrait du monarque cuirassé, la famille Rouch, en pleine ascension sociale, affirment sa fidélité au roi. Durant le XVIII<sup>e</sup> siècle, la demeure reste propriété des Rouch. Au XIX<sup>e</sup> siècle, une partie de celle-ci est rachetée par les Santi, puis l'autre est acquis par plusieurs propriétaires qui se succèdent. En 1882, les Malaret, riche famille de propriétaires de la région de Béziers, rachète plusieurs parcelles dont celles sur lesquelles se situe la maison dotée de la cheminée. La demeure fait alors l'objet à nouveau de travaux. Benoit

<sup>1</sup> NEPIPVODA Denis et al. *Jean Sabatier, sculpteur sur plâtre en Languedoc*, ed. DRAC Occitanie, collection DUO, 2015

<sup>2</sup> NEPIPVODA Denis et al. *Jean Sabatier, sculpteur sur plâtre en Languedoc*, op. cit. p.6

Malaret décède en 1901, son épouse, Clara Laborde, en 1915. Sans héritier, elle lègue à son filleul François Niel, la maison de Caux.

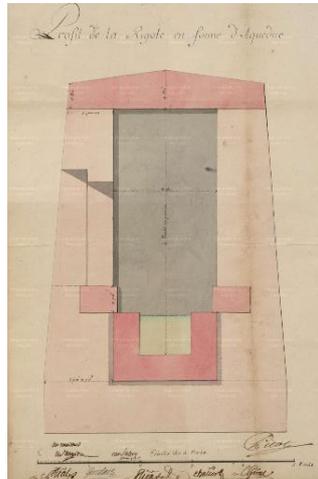
La cheminée située dans la maison dite « Niel » à Caux, attribuée à Jean Sabatier, illustre parfaitement le goût pour les cheminées monumentales, au relief délicatement orné de décors en plâtre, dans les demeures aristocratiques du Grand Siècle. Elle témoigne en outre du rattachement des Rouch, famille d'aristocrates provinciaux, au roi de France. C'est une œuvre d'une grande élégance qui reprend la finesse des décors confectionnés tout au long de la carrière de Jean Sabatier.



Détail cheminée © Olivier Liardet

**MONTFERRIER-SUR-LEZ (Hérault)**  
**MONTPELLIER (Hérault)**  
**SAINT-CLEMENT-DE-RIVIERE (Hérault)**  
**Aqueduc Saint-Clément**

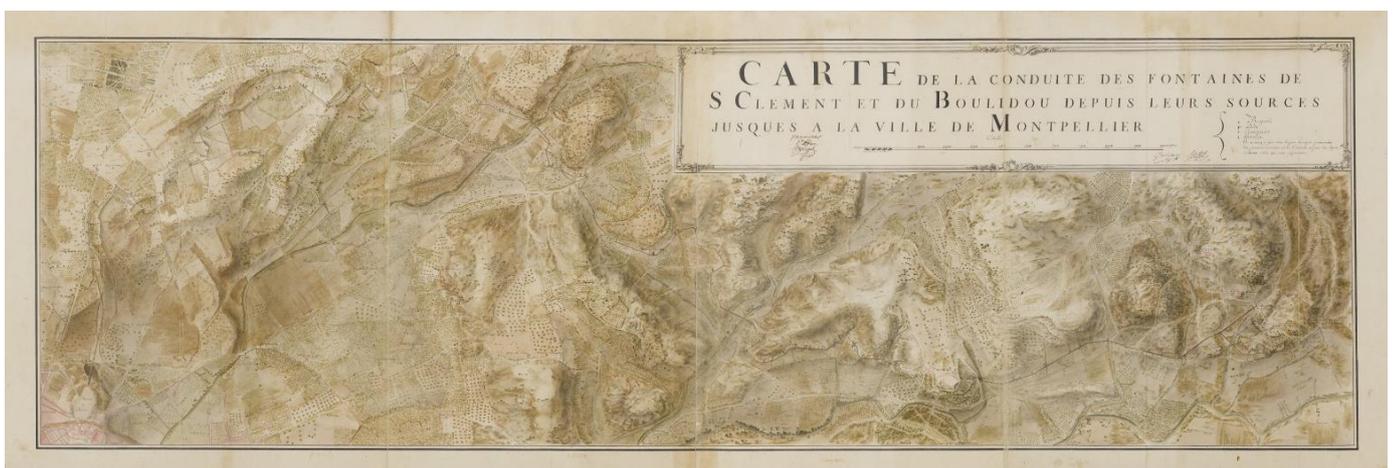
**Inscription au titre des monuments historiques en totalité l'aqueduc et tous les éléments faisant partie du système d'adduction d'eau et des aménagements de la source du Lez, le 22/07/2022**



Portrait d'Henri Pitot (musée du Vieux Montpellier, coupe de la conduite (AD34) et vue actuelle, château d'eau du Peyrou

Les problèmes d'adduction d'eau à Montpellier ne datent pas du XVIII<sup>e</sup> siècle. Dès la seconde moitié du XIII<sup>e</sup> siècle sous les rois d'Aragon, on se rend compte de l'insuffisance de l'approvisionnement en eau pour une ville de 25 000 habitants sans résoudre le problème, pas plus que sous les rois de France au siècle suivant. En 1673-76, le fontaine marseillais Pascal étudie pour les consuls un tracé depuis la source Saint-Clément, demeuré également sans suite. Celui de Jean Clapiès, directeur général des travaux publics de la province, daté de 1712 n'est pas plus suivi d'une réalisation faute de moyens, mais Pitot en aura connaissance et l'utilisera 90 ans plus tard.

Vers 1750, la population atteint 30 000 habitants et le besoin en eau se fait cruellement sentir après deux sécheresses importantes. L'intendant demande au printemps 1751 un projet à Henri Pitot, directeur des travaux publics de la sénéchaussée de Nîmes-Beaucaire, qui vient de concevoir l'aqueduc alimentant Carcassonne en eau et a une excellente réputation d'hydraulicien. Il conçoit un impressionnant ouvrage dont le coût est estimé à 300 000 livres. Durant l'été, les consuls font appel à Pitot qui rend rapidement un projet de captage de trois sources à proximité de Saint-Clément avec un dénivelé de 9,36 m au seuil de la porte du Peyrou. La Ville finance le projet avec des taxes lui rapportant 312 000 livres à répartir sur six années. Le conseil de ville autorise la construction le 13 décembre 1751 et missionne Pitot pour son exécution. Le tracé de 14 km, après quelques modifications, est adopté. Le projet d'aqueduc est autorisé par arrêté royal du 11 avril 1752. Quant au devis daté du 15 septembre 1752, il est validé par toutes les parties le 11 février 1753. L'adjudication est compliquée et n'aboutit que le 25 mai à l'entrepreneur montpelliérain Hilaire Ricard, en association avec les architectes-entrepreneurs Étienne Guidais, Jean-Antoine et Étienne II Giral. Pitot est nommé directeur des travaux le 2 avril 1753, assisté de Jacques Nogaret, architecte de la Ville, comme inspecteur. La pose de la première pierre a lieu le 13 juin 1753 et les travaux commencent rapidement. Plusieurs modifications vont émailler

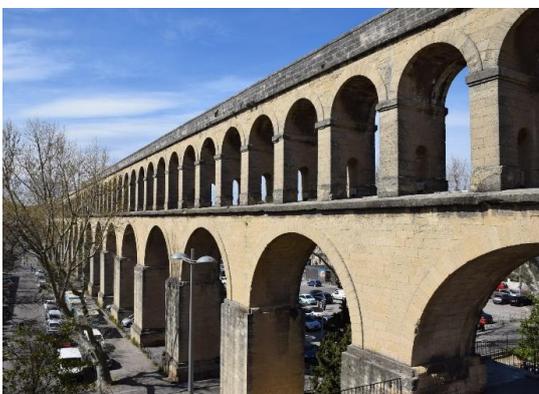


Plan de l'aqueduc sur la totalité de son parcours, 1766 (AD34)

le chantier, notamment la conception des parties sur viaducs qui vont se développer en réduisant la longueur de l'ouvrage, mais en augmentant les coûts, comme les demandes du maire, Cambacérès, pour donner un aspect plus digne aux parties visibles et pour une meilleure qualité générale. L'inauguration a lieu le 7 décembre 1765 et le coût total avoisine finalement le million de livres.

Les travaux du Peyrou n'avancent pas au même rythme et ce n'est qu'après l'arrivée des eaux sur la promenade que le projet est finalement mis en route. Jean-Antoine Giral est chargé de cette œuvre monumentale. Son devis est remis le 24 avril 1766 et la première pierre est posée le 29 décembre suivant. Comme pour l'aqueduc, des transformations vers plus de monumentalité font exploser les coûts, passant de 250 000 à 1,2 million de livres. La réception définitive a lieu le 20 février 1776, 10 ans après l'arrivée des eaux au Peyrou.

Dans la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, l'ouvrage révèle des failles dues en partie à un manque d'entretien et la Ville fait procéder à des améliorations : la conduite des Arceaux est doublée de plomb pour éviter les infiltrations vers 1825, puis à partir de 1830, de petits travaux de restauration et une campagne d'enlèvement des clôtures privées est réalisée afin de permettre une visite de l'ouvrage plus facile et régulière. Un concours est lancé en 1834 pour la remise en état de l'ouvrage qui n'aboutit que 20 ans plus tard. Les travaux sont dirigés par Adolphe Duponchel, ingénieur en chef des ponts et chaussées et grand spécialiste de l'hydraulique. Ils sont adjugés en 1854 et achevés en 1856. Il s'agit d'une branche nouvelle de 4 400 m captant les eaux des sources du Lez jusqu'à l'ancien réservoir de jonction des sources. Des améliorations et renforcements de la conduite du XVIII<sup>e</sup> siècle sont réalisés pour supporter le nouveau débit.



Viaduc des Arceaux, vue de la conduite apparente ou surélevée avec dalles de couverture en pierre de taille, bâtiment de captage des eaux  
© Olivier Liardet

L'aqueduc Saint-Clément est un exemple remarquable d'ouvrage d'adduction d'eau de l'époque moderne dans le Midi de la France où les questions d'approvisionnement en eau sont cruciales, en particulier en période chaude. Bien qu'il ne soit plus en exploitation depuis près de 40 ans, il est encore conservé sur l'ensemble de son parcours et visible sur une grande majorité, servant en partie de promenade verte (piétons, cyclistes). Il a également subi très peu de modifications ce qui en fait un exemple plutôt rare d'ouvrage de ce type encore conservé. Jusqu'à présent la protection patrimoniale s'était surtout contentée de reconnaître les éléments immédiatement visibles et monumentaux, à savoir les deux viaducs à arcades des Arceaux et de la Lironde. Depuis notamment la protection du patrimoine industriel, une approche plus globale du process est privilégiée, ce qui pousse ici à prendre en compte un réseau marquant un territoire plutôt que les seuls éléments frappant les visiteurs.

## SAINT-MATHIEU-DE-TRÉVIERS (Hérault)

### Vestiges du château de Montferrand

Inscription au titre des monuments historiques en totalité comprenant les ruines (élévations) et les couches archéologiques comprises dans les sols et sous-sols du terrain inclus dans le périmètre de l'enceinte, le 15/06/2022



© Thomas Robardet-Caffin

Le château de Montferrand est situé à 1,6 km du village haut de Saint-Mathieu-de-Trévières, au nord de Montpellier, et accessible par un chemin de randonnées de 2,5 km, positionné sur le GR60. Dominant un site exceptionnel bien connu des Montpelliérains, les ruines du château séduisent près de 100 000 visiteurs par an, pour le panorama spectaculaire qu'elles offrent. Situé en site classé « Pic-Saint-Loup et Montagne de l'Hortus », le château de Montferrand est intimement lié au paysage qui l'environne. Sa magnificence résulte de son enchevêtrement avec la crête rocheuse sur laquelle il est construit, et du dialogue qu'il opère avec deux géants que sont le massif du Pic-Saint-Loup et les falaises de l'Hortus.

Le site se développe le long et selon l'axe est/ouest de la crête qui l'accueille. Ses enceintes successives forment une double couronne concentrique, depuis l'angle sud de la fortification primitive, vers l'angle est. Aucun vestige ne se retrouve du côté nord, zone où la falaise interdit toute construction, tant en partie verticale du massif qu'à ses pieds. C'est donc sur le flanc sud que s'étage l'ensemble des fortifications. La longueur du château intra-muros est d'environ 100 mètres dans l'axe est-ouest, pour une largeur d'environ 70 mètres du nord au sud, sur un dénivelé de bas en haut de 35 mètres. Deux structures principales s'accrochent au sommet de la crête : le « vieux Montferrand » et le « petit Montferrand », termes utilisés par les textes du XVII<sup>e</sup> siècle repris par Vivien Vassal, dans son étude<sup>1</sup>, puis par Thomas Robardet-Caffin, dans sa thèse<sup>2</sup>. Les vestiges les plus anciens sont datés du XI<sup>e</sup> siècle, période durant laquelle le castrum est construit sous l'autorité du comte Pierre de Mauguio qui souhaite affirmer son pouvoir. Faute de descendants héréditaires, c'est aux mains des comtes de Toulouse que le château revient au début du XIII<sup>e</sup> siècle. Mais en 1209, en pleine croisade des albigeois, Raymond VI cède à l'Eglise en gage de soumission, sept châteaux dont Montferrand. En 1215, le comté est remis à l'évêque de Maguelone par le pape. De grands aménagements initiés par Raymond VI sont poursuivis par les évêques-comtes, qui dominent le territoire jusqu'au XVII<sup>e</sup> siècle. Durant cette période, Montferrand est au cœur du conflit qui frappe les communautés catholiques et protestantes. Ainsi, les évêques

<sup>1</sup> VASSAL Vivien *Inventaire des sites castraux abandonnés du département de l'Hérault. Rapport final d'opération*, Montpellier, DRAC Occitanie, Service régional de l'Archéologie, Conseil Général - Département Hérault, groupe de recherche archéologique de Lavérune, 2010-2021

<sup>2</sup> ROBARDET-CAFFIN Thomas, « Le château de Montferrand, XI<sup>e</sup>-XVII<sup>e</sup> siècles, Saint-Mathieu-de-Trévières, Hérault, Etude architecturale et historique, volume 1. Du castrum féodal à la caserne bastionnée : un château aux facettes multiples, figure d'un comté original » in *Du manse à la place-forte, ou de l'architecture d'origine féodale dans la région du Pic-Saint-Loup, du XII<sup>e</sup> au XVII<sup>e</sup> siècle*, thèse de doctorat en histoire de l'architecture médiévale, sous la direction de Géraldine MALLET et Catherine TITEUX, Montpellier, Université Paul Valéry, 2021

sont contraints de se réfugier à plusieurs reprises dans le château. D'importants travaux de modernisation des fortifications sont entrepris par l'évêque de Montpellier. Ces travaux gigantesques devaient faire entièrement disparaître la grande enceinte médiévale basse, pour la remplacer par une enceinte bastionnée, chargée de défendre le château maintenu sur les parties hautes. Ce projet d'envergure est inachevé, perturbé par les conflits religieux qui s'accroissent durant les années 1620.

Outil de domination des comtes de Melgueil, puis des comtes de Toulouse, symbole de contre-pouvoir de l'Eglise face à la royauté au Moyen Âge, puis symbole du pouvoir de l'Eglise catholique face aux Huguenots durant les guerres de Religion, Montferrand reste et demeure un objet de convoitise durant des siècles. Cette forteresse comtale conserve encore des strates archéologiques d'un grand intérêt, du point de vue de l'art et de l'histoire.



le Petit Montferrand © Thomas Robardet-Caffin



Flanc nord du Château © Thomas Robardet-Caffin



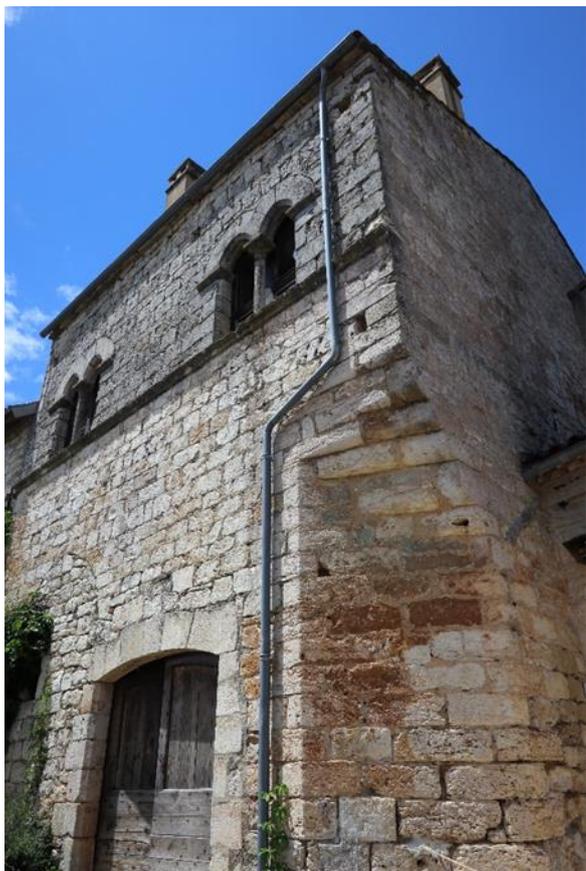
Maison de *milites castri* © Thomas Robardet-Caffin



Cave de vinification © Thomas Robardet-Caffin

**BELAYE (Lot)  
Maison Raynaly**

**Inscription au titre des monuments historiques en totalité, le 19/05/2022**



Bélaysse se situe à l'ouest du département du Lot, dans la vallée de la rivière éponyme. La commune compte plusieurs immeubles protégés au titre des Monuments Historiques : l'église Saint-Aignan (MHI en 1995), le presbytère (MHI en 1984) et dans un hameau proche du bourg le château de Cousserand (MHI en 1974).

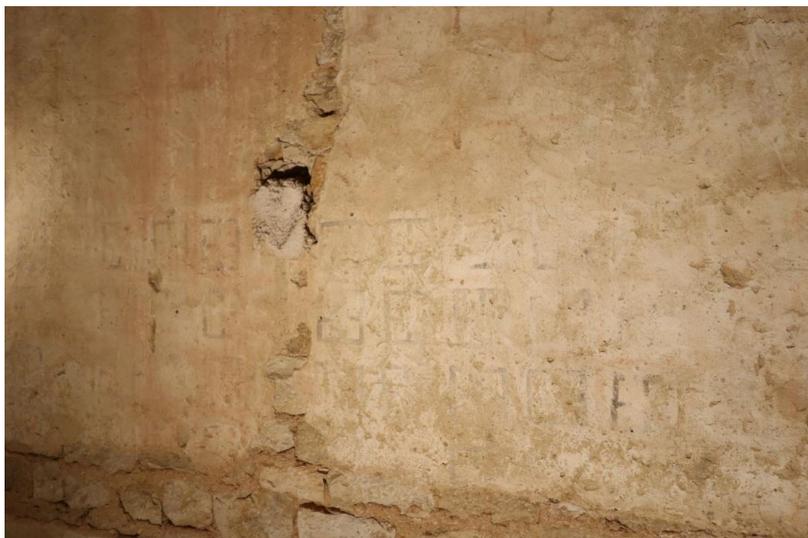
Le village est un castrum implanté au sommet d'une pente abrupte ou cévenne qui domine le Lot de plus de 130 mètres. Le ruisseau de Rivel passe en-dessous et donne au plateau une forme d'éperon. Un fossé, appelé la « Trincade » sépare en deux parties le village. À l'ouest se situent la tour épiscopale et l'église paroissiale, elle-même bâtie sur l'enceinte du bourg ; à l'est, le fort villageois et un grand logis construit au XIV<sup>e</sup> siècle.

La maison dite Raynaly se situe au nord-est du bourg, dans le fort villageois. Elle adopte un plan rectangulaire qui s'adapte sur un front de rue continu et s'intercale entre deux autres maisons. L'édifice comporte deux niveaux habitables, de 8 mètres de large sur 10,50 mètres de profondeur, et des combles. L'espace intérieur, compte tenu de l'épaisseur des murs de plus d'un mètre, occupe une superficie d'environ 40 à 50 mètres carrés pour chacun des deux niveaux. Les deux pignons latéraux sont aveugles et ne paraissent pas avoir été en communication avec les deux autres habitations contiguës. La demeure est construite en pierres de taille bien assisées. L'angle sud-est de la façade principale est abattu et se termine en encorbellement. Le second niveau est animé par deux fenêtres géminées soutenues par un cordon d'appui mouluré soigné. Elle conserve à l'intérieur ses aménagements d'origine : placards, baies à coussièges, latrines dans l'épaisseur des murs, vestiges de cheminées. Seuls les plafonds ne sont pas à leur niveau primitif. Dans les combles, accessibles par une trappe, quatre trous d'encastrement se distinguent dans la façade au-dessus des arcs d'embrasure des fenêtres. Une pièce de bois ancienne est d'ailleurs toujours en place dans l'un d'entre eux. Des vestiges de peintures murales ont été repérés sur les pignons est et ouest, appliquées sur un badigeon à la chaux, lui-même posé sur un enduit ocre rosé. La trace d'un niveau de plafond est très visible notamment entre les plages d'enduit.

Le nom de « maison Raynaly », attribué à la maison, fait référence à la famille qui en est propriétaire à la fin de l'époque moderne.

La maison Raynaly, au vu de son architecture, peut être assimilée à une maison-tour d'une famille noble de chevaliers. Son mur postérieur, adossé à l'enceinte du castrum, constituait de fait une partie de la clôture commune. Le rez-de-chaussée, qui a pu être divisé en deux espaces au niveau de l'arc diaphragme en pierre, était très certainement un lieu destiné à la cuisine associé à une pièce réservée pour les repas. À l'étage, la poutre centrale de la grande pièce présente des mortaises régulières, qui suggèrent la présence d'une cloison légère pour séparer l'espace en deux. La pièce sur la rue, largement éclairée par les deux baies géminées, aurait servi alors d'aula ou de salle, hypothèse renforcée par la cheminée placée entre les deux baies, une disposition classique dans un certain nombre de salles médiévales. Le second espace, avec ses latrines et sa niche murale, serait alors une chambre.

Cette maison-tour peut être comparée à d'autres de même type, parfois plus élaborées, conservées à Caussade (Tarn-et-Garonne), Puylaroque (Tarn-et-Garonne), Castelsagrat (Tarn-et-Garonne), Saint-Cirq-La-Popie, Saint-Céré ou Pestilhac. À ce jour, dans le département du Lot, seules les ruines du castrum de Mauroux sont inscrites au titre des Monuments Historiques depuis le 3 août 1993 ainsi que les vestiges de celui de Larnagol depuis le 25 mai 2001. Certains édifices protégés sont proches de la maison Raynaly : la tour-moulin de Ségadènes, sur la commune de Soturac, qui remonte au XIII<sup>e</sup> siècle ou la tour-pigeonnier de Labio à Gourdon, début XIV<sup>e</sup> siècle. Toutefois, si ces deux édifices présentent des caractéristiques architecturales communes avec la maison de Bélaye, ils ont été construits en dehors de toute agglomération avec une vocation plutôt défensive. La maison Raynaly est au contraire une demeure de chevaliers à l'intérieur d'un bourg fortifié, ce qui justifie l'intérêt de sa protection au titre des Monuments Historiques pour compléter le corpus des demeures médiévales du Lot.



## CASTELNAU-MONTRATIER-SAINTE-ALAUZIE (Lot)

### Château de Ramps

Inscription au titre des monuments historiques des façades et toitures le 24/10/2022



En limite de commune avec Saint-Cyprien, le château de Ramps est situé sur la commune nouvelle de Castelnau-Montratier-Sainte-Alauzie, et sur l'ancienne commune de Sainte-Alauzie. Il est implanté au milieu d'un espace boisé, en bordure d'un plateau calcaire où la roche affleure et il est défendu naturellement par un escarpement, au nord et à l'ouest. Il domine une partie de la vallée du Lendou. Le terrain d'assiette, sur lequel est posé le château est en pente du nord au sud et cette configuration explique, partiellement, l'organisation en niveaux et demi niveaux du logis. Une sorte de petit fossé, cité au XVe siècle, a été implanté le long de la façade sud. Le château a un plan en L : un corps principal rectangulaire qui se développe du nord au sud ; un bâtiment en retour d'équerre, moins élevé et aligné est-ouest, dont l'extrémité ouest, marquée par une tourelle sur cul de lampe, semble correspondre au module d'une ancienne tour. L'édifice est construit en pierre calcaire : pierre de taille et gros moellons équarris. De nombreuses pierres de remploi, avec des traces de taille ancienne, sont notables dans les élévations. Une pierre en remploi est datée de 1579. Les couvertures, sur génoises, sont en tuiles canal. Le corps de logis principal, à l'est, est cantonné de bretèches sur consoles moulurée percées de petits jours carrés, sortes de trous de tir sommaires. Deux canonnières pour coulevrines sont percées dans la bretèche de l'angle nord-est et le linteau de sa petite fenêtre carrée confirme que les percements primitifs étaient des jours longs en archère avec des chanfreins. Ces bretèches d'angle sont ouvertes en partie basse, à l'instar des hourds ou des mâchicoulis couverts. L'aile sud est accostée d'une tourelle, dérasée, sur cul de lampe mouluré. Elle est percée d'une petite baie carrée et des trous de tir pour armes à feu et porte un glacis en partie basse. À l'intérieur, une vaste salle voûtée se développe dans l'aile nord-est. Construit en bel appareil, bien assisé, cet espace est ponctué de bases de colonnes semi engagées, prismatiques, qui devaient porter des arcs doubleaux. La voûte en plein cintre a été reconstruite en petits moellons, noyés dans du mortier.

À quelques centaines de mètres du château de Ramps, en contrebas et aux bords du Lendou, le site du moulin de Ramps a livré à la fin du XIXe siècle une borne milliaire antique, récemment étudiée en 2014. Les érudits locaux, notamment Léopold Limayrac, ont signalé la découverte d'artefacts antiques aux abords du château de Ramps, ce qui prouve une occupation très ancienne du site. Le château de Ramps était un des fiefs de la puissante et ancienne famille aristocratique des Lolmie, liée par des liens féodaux-vassaliques à celle des Castelnau, dont l'un des membres le plus anciennement connu apparaît comme témoin dans un acte de 1176. Les Lolmie essaimèrent dans tout le bas-Quercy et devinrent, outre Ramps, seigneurs de Lapenche, Saint-Martin-de-Causseilles (Tarn-et-Garonne), Bro et Flaujac (Lot). Ils s'allièrent également avec les principales familles nobles du secteur comme les Montaigu ou les Capdenac mais également avec des familles de marchands quercynois. Ramps était une co-seigneurie partagée entre plusieurs membres de la famille de Lolmie.

Le lieu-dit de Ramps est qualifié de repaire dans un acte daté de 1464. Il est assez vaste pour accueillir des tenanciers de la seigneurie en cas de besoin. Un acte du dernier quart du XVe siècle, qui parle de l'un d'entre eux, nous indique qu'il occupe une chambre située au rez-de-chaussée de la tour vieille – ce qui indique donc

une seconde tour plus récente – et que le repaire est pourvu d'un fossé. La tour vieille se trouvait très certainement à l'articulation actuelle des deux ailes du château. La seconde n'est pas localisée. Le qualificatif de « vieille » sous-entend certainement une construction du XIV<sup>e</sup> siècle ou du début du XV<sup>e</sup> siècle, contemporaine donc de la salle basse anciennement voûtée, dernier vestige du premier repaire de Ramps.

Jean de Lolmie, seigneur de Ramps, fut lieutenant d'Antoine de Crussol, sénéchal du Quercy en 1545. C'est lui qui, semble-t-il, se convertit au protestantisme et devint l'un des chefs du parti huguenot dans le bas-Quercy. Il est cité dans une liste des seigneurs du Quercy « rebelles au roi », dressée entre 1560 et 1574. Son fils Jean Jacques de Lolmie, également protestant, a très certainement modifié l'aspect du château de Ramps et a renforcé le système défensif par l'adjonction des bretèches, de la tourelle, du glacis (pour résister à d'éventuelles attaques d'artillerie) et des trous de tir, notamment sur la façade est, la plus exposée. La date portée de 1579 qui se retrouve aujourd'hui sur ce mur mais pas à son emplacement d'origine indique la fin de cette campagne de travaux. Ramps est en effet devenu en cette seconde moitié du XVI<sup>e</sup> siècle l'une des places-fortes protestantes les plus importantes du bas-Quercy et devint alors un lieu de rassemblements de soldats et de capitaines, tête de pont pour des opérations militaires vers les cités de Montpezat-de-Quercy, Montcuq ou Lauzerte restées catholiques. Jean Jacques de Lolmie est tué à la bataille de Coutras le 20 octobre 1587. Les troupes catholiques, menées par le maréchal de Matignon, réussirent à prendre Ramps, dernière place-forte protestante en bas-Quercy, à la fin de l'année 1587. Les États du Quercy ordonnèrent la démolition partielle du château, décision entérinée par le Parlement de Toulouse en 1588. L'opération, au vu de l'état actuel du bâtiment, a consisté à découper l'ensemble, notamment la tour maîtresse et les éléments fortifiés ainsi que les plafonds, pour le rendre inutilisable. Le château de Ramps n'a pas par la suite retrouvé son aspect initial et ne paraît pas avoir été à nouveau rendu habitable, aucun aménagement intérieur antérieur au XIX<sup>e</sup> siècle n'étant aujourd'hui visible.

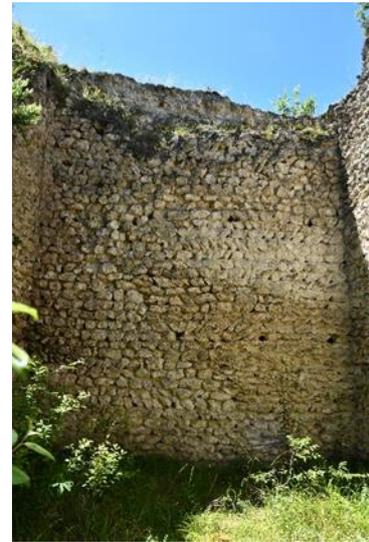
Si architecturalement, le bâtiment est un peu faible, il représente toutefois l'un des rares témoignages de la construction, en pleine guerre de Religion, d'un élément à but quasi-strictement défensif et non de villégiature. Surtout, Ramps est un symbole de l'importance du protestantisme dans le bas-Quercy et de la lutte du parti huguenot dans les nombreuses phases du conflit avec les catholiques environnants. Son rôle de place-forte d'importance, de tête de pont pour le rassemblement des troupes et les coups de main contre les cités demeurées catholiques en font un lieu de mémoire. Il est à noter que peu d'édifices bâtis lors des guerres de Religion sont parvenus dans un état intéressant, tant en Occitanie que sur le territoire national.



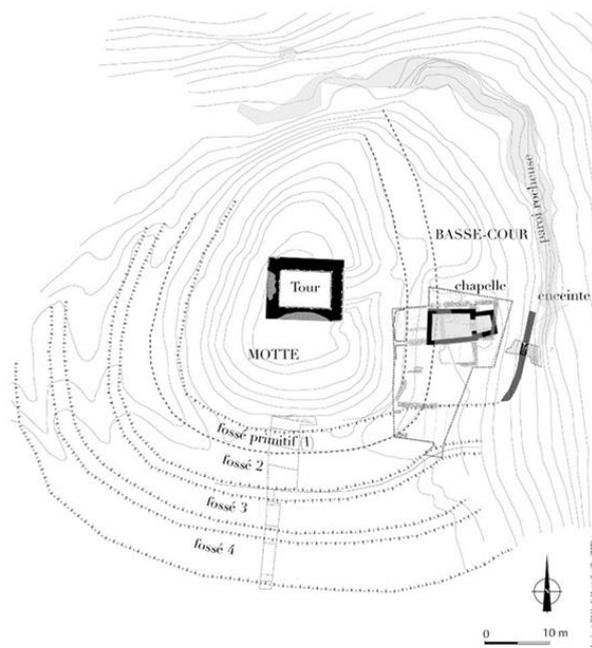
## CASTELNAU-MONTRATIER-SAINTE-ALAUZIE (Lot)

### Motte castrale dite truque de Maurélis

Inscription au titre des monuments historiques en totalité avec vœu de classement, 07/03/2022



La truque ou motte castrale de Maurélis se situe sur la commune de Castelnau-Montratier-Sainte-Alauzie dans le département du Lot. Elle est isolée au milieu des bois et surplombe d'environ 80 mètres la vallée de la Barguelonne. Le nom de « Truque » vient de l'occitan « truquèl », qui signifie petite butte. L'appellation « Maurélis » est à mettre en relation avec une famille éponyme qui a possédé le lieu à la fin du Moyen Age. La truque se compose d'une tour en pierre, en moellons équarris montés au mortier, conservée sur 8,50 mètres de hauteur, prise dans une motte de terre. La motte adopte une forme ovale, plus étroite à sa base au nord qu'au sud. Son diamètre maximum nord-sud est d'environ 45 mètres et sa largeur nord-est d'environ 25 mètres pour une trentaine de mètres au sud. Son emprise au sol est d'environ 800 mètres carrés. Quatre fossés parallèles assuraient la défense du lieu côté sud. Une chapelle à chevet aux angles arrondis était associée à l'ensemble. La tour devait s'élever à l'origine à plus de 15 mètres de haut. Les analyses au carbone 14 ont livré la date des environs de 875 pour l'édification de la motte. La chapelle quant à elle remonte au début du X<sup>e</sup> siècle.



Le site était le lieu de résidence de la puissante famille des Gausbert dès la fin du IX<sup>e</sup> siècle. Ce lignage est un vassal des comtes de Toulouse. Ses membres dominent le bas-Quercy et sont liés également à l'abbaye de Moissac. La tour a été construite certainement à la faveur de la prise de possession du Quercy par le comte de Toulouse en cette fin du IX<sup>e</sup> siècle, assurant avec Flaugnac tout proche une sorte de ligne de défense des terres comtales. Le livre des miracles de sainte Foy de Conques, rédigé vers 1040, décrit la truque de Mauréris : le fils du seigneur de Montpezat, emprisonné dans le sous-sol de la tour, est en effet délivré miraculeusement par la sainte rouergate. Le site est abandonné vers 1040 au profit de l'emplacement de l'actuelle ville de Castelnau-Montratier. Au milieu du XV<sup>e</sup> siècle, une ferme s'y implante à nouveau mais elle est à son tour délaissée vers 1650. La truque est alors oubliée jusqu'au XIX<sup>e</sup> siècle, où elle est alors associée au tombeau d'un chef gaulois. Vidée de son comblement dans les années 1920, la tour sort de l'oubli mais subit divers outrages importants, comme le percement sauvage d'une entrée sur l'un de ses flancs.

La truque de Mauréris a fait l'objet de plusieurs campagnes de fouilles (2004-2008) dirigées par Florent Hautefeuille, professeur d'archéologie médiévale à l'université de Toulouse-Jean Jaurès. Le résultat de ses travaux ont permis d'affiner la datation haute de la motte et surtout de montrer le caractère unique en Europe du mode de construction de cette dernière – la tour est élevée en même temps que la motte.



## LUZECH (Lot)

### Château

**Inscription conservatoire au titre des monuments historiques des vestiges en élévation, des vestiges enfouis, du sol et du sous-sol de l'enceinte de la tour, ainsi que de leurs parcelles d'assiettes avec vœu de classement, le 11/07/2022**



Luzech se situe à l'ouest du département du Lot. Le bourg se développe sur la partie étroite d'un cingle de la rivière. La commune compte plusieurs immeubles protégés au titre des Monuments Historiques : l'oppidum dit l'Imperial (MHC), la Maison des Consuls (MHI), la chapelle Saint-Jacques dite des Pénitents Bleus (MHI), l'église Notre-Dame de l'Assomption de Camy (MHI), l'église Saint-Martin de Caix (MHI) et le château (MHC). Toutefois, seule la tour du château et son mur-bouclier sont classés au titre des Monuments Historiques par arrêté du 18 février 1905. L'ensemble de l'enceinte du site n'est pas protégé. L'acquisition par la commune grâce à un don en date du 3 juin 2019 des parcelles AY 123 et 125 a permis à la collectivité de rentrer en possession de l'ensemble de l'enceinte du château. A ce titre, elle a souhaité la protection au titre des Monuments Historiques de ces parcelles.

Le château s'étend sur un éperon qui domine la rivière et la presqu'île sur laquelle est construite le bourg de Luzech. L'accès se fait au moyen d'une sente abrupte qui monte depuis le village. Du château primitif subsiste en élévation essentiellement le donjon, tour carrée de quatre niveaux à contreforts d'angle enveloppants. Contre cette dernière vient s'appuyer en équerre un exceptionnel mur-bouclier aveugle de même hauteur.

Le site conserve plusieurs vestiges de l'enceinte du château tant au sud qu'au nord de la tour.

Au nord, l'accès au donjon passe par une barbacane, sorte de long passage en chicane constituée de deux murs, l'un adossé à la tour et le second au mur d'enceinte. Ils sont bâtis en moellons calcaire quadrangulaires équarris, associés à des pierres posées de chant. Un mortier de chaux et de sable très grossier lie l'ensemble. La perte des parties hautes des murs empêche de se prononcer sur leur mode de couverture.

Un mur d'enceinte suit la barbacane. Il semble avoir été remaillé à de nombreuses reprises et pourrait à l'origine rejoindre vers l'ouest la porte de ville dite porte du Ruffier. Plusieurs portions de murs existent encore dans cette partie nord : elles appartiennent peut-être à un ou plusieurs bâtiments aujourd'hui difficilement lisibles. La partie sud du château s'étend sur près de 60 mètres de long par une enceinte qui suit l'à-pic au-dessus du Lot. Elle est constituée de plusieurs tronçons de moellons calcaires bien appareillés qui appartiennent manifestement à plusieurs époques de construction.

L'histoire du château de Luzech n'est pas aisée. Comme l'a écrit Jean Lartigaut, il n'existe guère de documentation sur le site avant le début du XIII<sup>e</sup> siècle. Il semble bien qu'une famille féodale éponyme ait possédé des droits seigneuriaux sur un vaste territoire, à l'origine de la baronnie de Luzech. Le château de Luzech est acheté avec une partie des droits féodaux afférents par l'évêque de Cahors Guillaume de Cardaillac en 1227. La barbacane paraît remonter à la construction de la tour, soit au second quart du XIII<sup>e</sup> siècle, comme la plus grande partie de l'enceinte conservée à ce jour. Des reprises ponctuelles aux XIV<sup>e</sup> et XV<sup>e</sup> siècles ont été repérées par Valérie Rousset. Enfin, la transformation du site en jardins au début du XIX<sup>e</sup> siècle a entraîné la réalisation sur le flanc sud-est de murs de clôture et d'une rampe d'accès au château. La tour a été classée

Monument Historique le 18 février 1905. Le château de Luzech est un monument exceptionnel dans le corpus des ouvrages militaires médiévaux en Occitanie. Il est d'autre part lié à l'histoire des évêques de Cahors et à leur politique d'acquisition de lieux stratégiques et symboliques le long de la vallée du Lot, en aval de Cahors, pour renforcer leur pouvoir féodal sur les seigneuries du Quercy.



**SOULOMES (Lot)**  
**Ancienne commanderie**

**Inscription au titre des monuments historiques en totalité de l'ancienne commanderie le 08/06/2022**



Le bourg de Soulomès est situé au centre du département du Lot, sur le causse de Gramat, près de Labastide-Murat. Il conserve une église médiévale, classée au titre des Monuments Historiques par arrêté du 28 octobre 1944 et un presbytère également médiéval, ancienne commanderie des Hospitaliers de Saint-Jean de Jérusalem, inscrit au titre des Monuments Historiques par arrêté du 29 juillet 1925. L'achat le 28 mai 2019 par la commune de Soulomès des parcelles A 800 et A 51 a permis de faire rentrer dans le domaine public l'ensemble des bâtiments de l'ancienne commanderie hospitalière. L'acquisition de ces deux parcelles motive aujourd'hui la demande d'extension de protection au titre des Monuments Historiques.

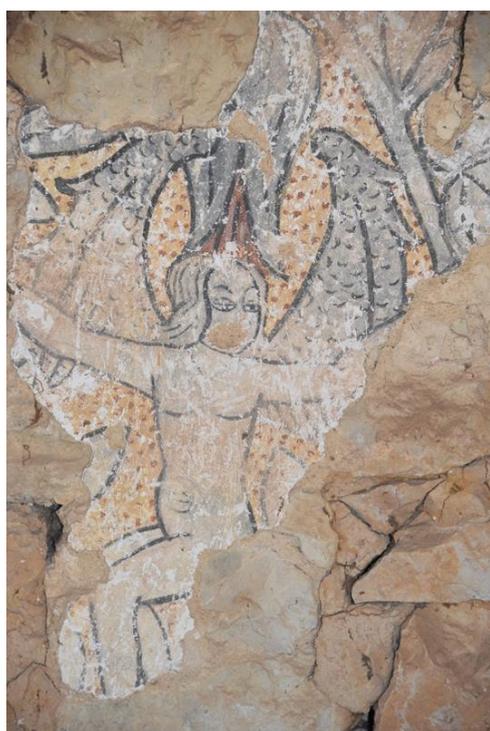
Le bâtiment se présente sous la forme d'un quadrilatère, flanqué à l'ouest d'une tour de section rectangulaire incluse dans le corps de logis. L'ensemble est couvert en tuiles plates et construit en pierres de taille. Un niveau de cave, voûtée en berceau, court sous l'ensemble de l'immeuble. Des traces de banchage sont nettement visibles sur la voûte. Sur le flanc nord du bâtiment, deux escaliers extérieurs donnent accès au premier étage. A l'intérieur de ce dernier, une première pièce centrale comporte un escalier en bois et une vaste cheminée en pierre, adossée au mur de refend. Des deux piédroits moulurés supportaient à l'origine un manteau en pierre de taille, remplacé par une poutre en bois. Le plafond n'est pas à son niveau initial : il a été visiblement descendu de plusieurs dizaines de centimètres. Les murs ont été entièrement décroûtés mais des traces d'un enduit peint sont encore nettement visible sur les murs est et sud en partie haute. Une seconde pièce est aménagée à l'est. Là encore, une cheminée en pierre, bâtie contre le mur est, est en partie conservée. Seul le piédroit de gauche est en place ; celui de droite a été en partie bûché lorsque l'âtre a été raccourci. A droite de la cheminée, une niche rectangulaire verticale, dans laquelle s'ouvre un jour étroit également vertical, abritait peut-être à l'origine un évier, disparu à ce jour. Un escalier en bois avec rampe en fonte de fer, donne accès au second étage. La disposition des pièces de ce niveau reprend celui du niveau inférieur. Les enduits anciens sont en partie conservés. Dans la pièce ouest, un décroûtage du mur mitoyen avec le second corps de logis de l'ancienne commanderie a fait apparaître la trace d'une large ouverture bouchée, qui permettait de faire communiquer les deux bâtiments ensemble, ainsi qu'un placard. La hauteur du seuil de la porte prouve la redistribution des niveaux de planchers. La partie supérieure de la tour est affectée à un usage de pigeonnier. Le dernier niveau est aujourd'hui un comble dans lequel est visible la charpente. Sur le mur pignon ouest, un fragment de peinture murale a été découvert il y a quelques années. Il figure un personnage nu avec des ailes dans des rinceaux végétaux.

L'examen attentif du mur pignon est a révélé un second vestige de décor peint, recouvert encore en partie par un fin badigeon de chaux, situé à l'affleurement de l'actuel plancher. Il figure deux griffons qui soutiennent un médaillon circulaire avec au centre un possible blason. L'enduit qui sert de support au décor mural se termine en partie haute par une légère surépaisseur avec un mouvement concave : il s'agit de la butée de l'enduit contre le plafond d'origine aujourd'hui disparu. Cette observation prouve qu'à l'origine ce niveau de combles n'existait pas en tant que tel et constituait la partie haute des pièces de l'actuel second étage.

L'église Sainte-Marie-Madeleine de Soulomès est citée pour la première fois dans une bulle du pape Grégoire IX datée de 1232, qui recense les possessions de l'abbaye bénédictine de Marcilhac-sur-Célé. Contrairement à ce qui a parfois été avancé, les Templiers n'ont semble-t-il pas fondé de maison à Soulomès. L'église est par la suite cédée aux Hospitaliers de Saint-Jean-de-Jérusalem et rattachée à la commanderie d'Espédaillac toute proche. Il semble que le commandeur d'Espédaillac ait fait de la maison de Soulomès sa résidence effective et ce depuis 1315. La commanderie de Soulomès est rattachée avec celle de La Salles-Durbans et d'Espédaillac au Grand-Prieuré de Toulouse. Elle se maintient jusqu'à la Révolution.

Aucun document d'archives ne vient éclairer l'histoire des bâtiments de la commanderie. Seule une observation du bâti actuel permet d'avancer des hypothèses. Les vestiges d'une baie géminée sur la façade sud du corps de logis appelé le presbytère témoignent d'un premier état existant à la fin du XII<sup>e</sup> ou au début du XIII<sup>e</sup> siècle. A cette période peut être également rattachée la cave du corps de logis des parcelles A 50 et A 800. A la fin du XV<sup>e</sup> siècle ou au début du XVI<sup>e</sup>, l'ensemble des deux corps de logis paraît avoir été repris. La destination des pièces peut toutefois être esquissée grâce à deux procès-verbaux de visite de la commanderie de Soulomès, l'un en 1545, le second en 1666. A la Révolution, l'ensemble est vendu comme Bien National. La partie située à l'est est rachetée par la commune et affectée comme presbytère. Le corps de logis ouest, actuelles parcelles A 50 et A 800, reste propriété privée et devient deux logis individuels ; l'intérieur est profondément remanié, le dernier niveau est abaissé et des combles sont créés, le tout probablement en 1868.

L'acquisition par la commune de Soulomès du corps de logis occidental a permis de reconstituer l'emprise d'origine de la commanderie de ce petit bourg quercynois. Si les intérieurs ont été repris et cloisonnés entre le XIX<sup>e</sup> siècle et la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle, les dispositions de la fin du Moyen Age ont été en grande partie conservées. La découverte de fragments d'un riche décor peint dans l'actuel comble indique que cet espace a bénéficié des largesses d'un commandeur des Hospitaliers dans la première moitié du XV<sup>e</sup> siècle, au moment où le chantier des peintures murales de l'église Sainte Marie-Madeleine battait son plein. Il s'agit d'un témoignage exceptionnel de la présence de peintures murales dans une demeure d'un ordre religieux militaire hors contexte liturgique. Enfin, à ce jour, peu de commanderies d'Hospitaliers sont conservées dans leur dispositions d'origine en Occitanie. La commanderie de Soulomès constitue donc un témoignage rare d'un vaste corps de logis construit par les Hospitaliers de Saint-Jean-de-Jérusalem comme résidence d'un dignitaire de l'Ordre entre Moyen Age et Renaissance, qui a finalement été assez peu bouleversé après la Révolution.



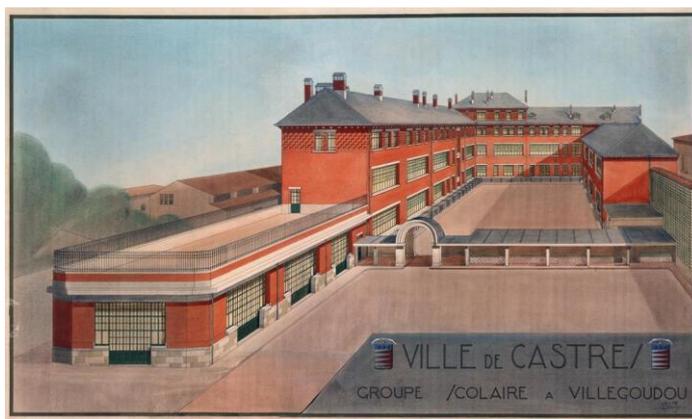
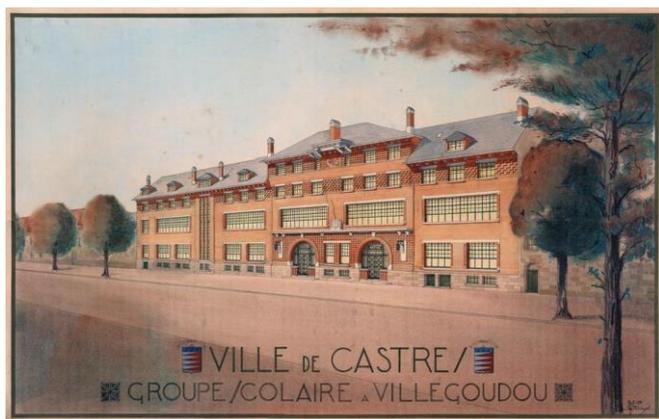
## CASTRES (Tarn)

### Groupe scolaire Villegoudou

Inscription en totalité, y compris les préaux, cours, rampe et clôtures, à l'exclusion des adjonctions contemporaines, le 04/10/2022

L'édification du groupe scolaire Villegoudou de Castres s'inscrit dans un contexte national de construction d'édifices scolaires modernes, lumineux et spacieux. Dans les années 1920, la municipalité socialiste d'Henri Sizaire confie à l'architecte de la ville, Georges Benne, la construction d'un groupe scolaire comprenant une école de filles et une école maternelle « au centre des quartiers industriels de la rive gauche de l'Agout ». Il doit remplacer deux écoles insalubres situées boulevard Carnot. Le nouveau groupe scolaire est projeté de l'autre côté du boulevard, sur un ensemble de parcelles de 3739m<sup>2</sup>.

Le projet, daté du 25 juin 1929, prévoit la réalisation d'une école maternelle avec garderie pour 300 enfants, d'une école de filles de 320 élèves et de huit logements de directrices et d'institutrices. Le chantier démarre fin 1932 ; l'entreprise générale de constructions et de travaux publics Ferdinand Cerutti de Montauban réalise le gros œuvre entre février 1933 et l'été 1934, et l'ingénieur D. Papadat, de l'agence toulousaine du bureau Hennebique de Paris, mène les études pour les linteaux, planchers et escaliers en béton armé. Les sculptures des façades et décors intérieurs en staff sont réalisés par Jean Labor, décorateur à Mazamet, les lanternes et grilles d'entrée en fer forgé sont l'œuvre d'Aimé Pezet, ferronnier à Castres, les charpentes métalliques des Ateliers du Tarn à Lavaur, et la toiture est couverte en ardoises de Dourgne. L'inauguration de l'école a lieu le dimanche 28 avril 1935.



*Façade principale du groupe scolaire et vue depuis le nord-ouest, aquarelles de Georges Benne, 8 mai 1932 (coll. part.)*

Le groupe scolaire adopte un plan en U : un bâtiment principal de quatre niveaux est implanté sur le boulevard, et deux ailes viennent refermer les deux cours de récréation, l'école maternelle dans l'aile nord et l'école des filles dans l'aile sud, de plus petites dimensions. L'ensemble des façades est revêtu de briques – associées au granit en soubassement et au béton pour les linteaux et appuis de fenêtres – tandis que les pignons sont en maçonnerie de moellons de pays enduits. La façade principale, dégagée et bien exposée, répond aux préoccupations hygiénistes. Entre le projet daté du 25 juin 1929 et l'état définitif, figuré sur deux aquarelles datées du 8 mai 1932, sa composition évolue vers davantage de symétrie et de monumentalité et semble trahir l'influence des réalisations abondamment publiées de Louis Bonnier.

L'architecte choisit la brique de parement de la marque Dizy, provenant du nord de la France (Marne) et plus chère que la brique locale, car elle offre une qualité de premier choix qu'il ne trouvait pas, semble-t-il, dans la région. Le recours à la brique – et spécifiquement celle de Dizy, très répandue à Paris et sa première couronne dans les programmes scolaires, sanitaires et de logements – pourrait également constituer une référence à l'architecture parisienne de l'entre-deux-guerres et manifester le parti hygiéniste et moderne. Peut-être faut-il aussi y lire l'influence du maire socialiste de Castres, Henri Sizaire, qui, sur le modèle de

ses collègues élus parisiens, aurait souhaité avec deux équipements – école et piscine de Villegoudou – témoigner du volontarisme de sa politique urbaine et architecturale pour la ville.



*Façade principale, détail du calepinage en briques de parement Dazy*

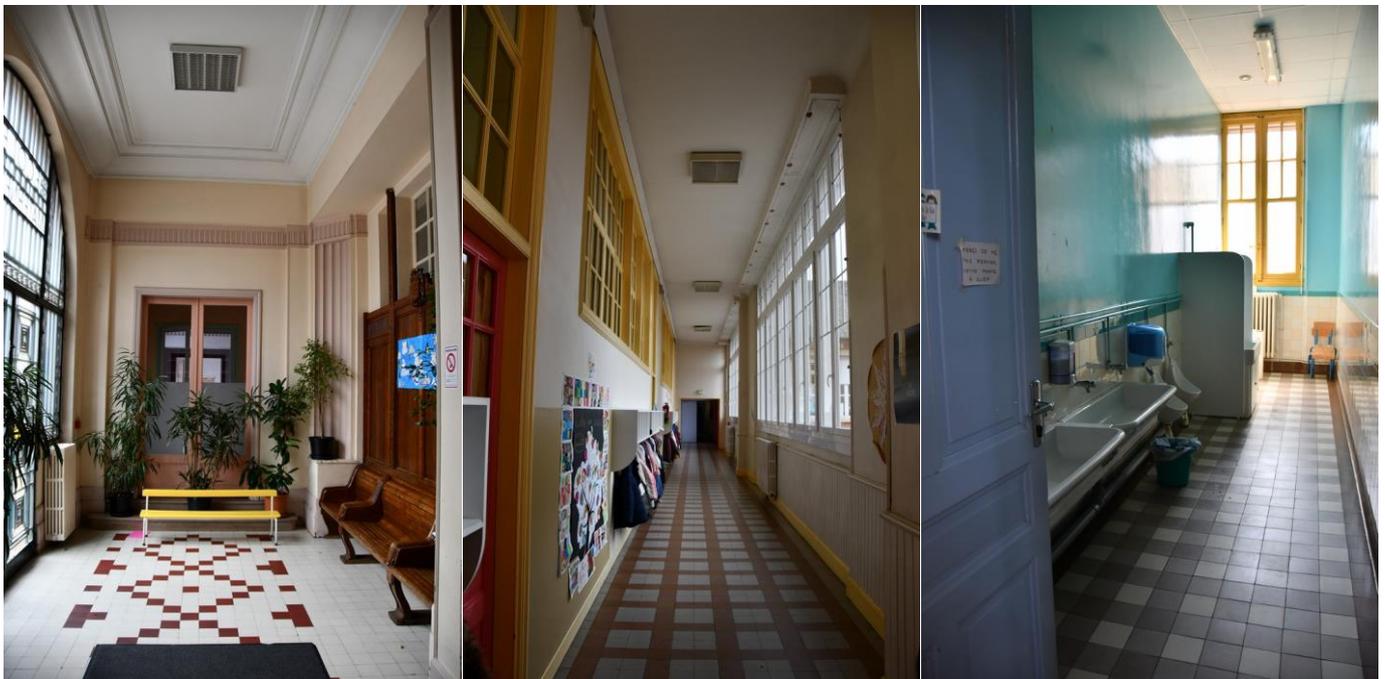
Les façades sont animées par un calepinage complexe : Benne met en œuvre une variante de l'appareil flamand pour les parties traitées à plat tandis que certains éléments font l'objet d'une recherche particulière avec des combinaisons de briques spéciales formant des motifs géométriques en relief jouant avec la lumière. Les deux entrées présentent un traitement particulier avec le double ressaut des arcs en plein-cintre et le motif de maillage ou de cannage, et les deuxième et troisième niveaux sont différenciés par un dessin sophistiqué des trumeaux : assemblage de briques en dents de scie formant des motifs en creux pour l'un, et appareil en damier saillant pour l'autre (le trumeau central du dernier niveau se distingue par un appareil alternant briques verticales et briques horizontales formant un motif rayonnant). Les deux écoles ouvrent par de belles grilles en fer forgé aux motifs Art déco (le lettrage « école mixte » n'est pas celui d'origine qui indiquait probablement « école de filles »).



Le sous-sol comprenait une salle de bains-douches commune aux deux écoles (12 cabines et 2 salles de bains), des salles de chaufferie et soutes à charbon, plusieurs caves pour les institutrices et une cuisine pour la maternelle avec laverie, économat, débarras, vestiaires, lavabos et W.C. Elles étaient éclairées et ventilées soit par des soupiroux sur le boulevard soit par la cour anglaise large d'1m50 ménagée le long des

bâtiments côté cour. Le rez-de-chaussée du bâtiment principal, surélevé de quelques marches, était occupé par la conciergerie située entre les entrées des deux écoles, avec de part et d'autre les bureaux des directrices, des adjointes et un parloir, ainsi que par un escalier desservant les différents niveaux et un cabinet de médecin pour la maternelle. L'aile sud était entièrement affectée au préau de l'école des filles tandis que l'aile nord, plus grande, consacrée à la maternelle, comprenait des dégagements et vestiaires, un escalier desservant tous les niveaux, une garderie, une salle de propreté, une salle de repos et une salle de classe (les circulations sont disposées au nord pour éclairer les salles au sud) ; le bout de l'aile était occupé par un préau donnant accès à la cour de récréation de la maternelle, en fond de parcelle, bordée à l'ouest par un abri. Les deux halls d'entrée comportent un décor plus élaboré, en staff : plafonds moulurés, pilastres cannelés et frises d'oves, cannelures et monogramme « RF » pour celui de l'école. La distribution a été conservée – hormis quelques cloisonnements et changements d'affectations – et les menuiseries, lambris et carrelages en grès cérame, aux coloris et calepinages tous différents, sont ceux d'origine. Les deux cours de récréation sont séparées par un préau (il a été clôturé côté ouest pour abriter les sanitaires, et l'arc en plein-cintre qui surmontait le portail a disparu).

Au premier étage, douze classes sont aménagées, soit en façade sur le boulevard, soit en façade sur cour. De larges dégagements permettent de distribuer les classes et sont éclairés naturellement ; les classes profitent d'un double éclairage par des fenêtres hautes donnant sur les dégagements et éclairées en second jour. Dans l'aile nord, au-dessus du préau de la maternelle, une grande terrasse est aménagée pour la cour de récréation, à laquelle on accède depuis le rez-de-chaussée par un plan incliné donnant sur la cour (elle a conservé son garde-corps d'origine). Comme pour le rez-de-chaussée, les distributions, carrelages et lambris ont été conservés mais les sols des classes en « parquet hygiénique sans joints » ont été recouverts de lino et des faux plafonds et portes coupe-feu ont été mis en place. Les deux derniers niveaux étaient dévolus aux logements de fonction (huit appartements et des chambres de domestiques) et sont aujourd'hui inoccupés ; la distribution et les aménagements sont conservés.



## GAILLAC (Tarn)

### Hôtel de la famille de Gaillac ou « tour de Palmata »

**Classement en totalité de l'immeuble situé 10, rue Cavaillé-Coll englobant les vestiges de l'hôtel de Gaillac, ainsi que de la parcelle BY 16 sur laquelle il est édifié, le 23/03/2022**

L'édifice connu sous le nom de « tour de Palmata », découvert par Élie Rossignol vers 1860 et inscrit au titre des monuments historiques par arrêté en date du 13 juillet 1927, constitue le vestige d'un vaste hôtel comprenant au moins deux corps de bâtiment organisés autour d'une cour intérieure, en partie rasé par le percement de la rue Cavaillé-Coll. Sa construction, réattribuée depuis 2002 à la puissante famille de Gaillac, est datée de la 1<sup>e</sup> moitié du XIII<sup>e</sup> siècle, appuyant l'hypothèse de son attribution à Bertrand de Gaillac, à l'apogée de sa carrière avant le milieu du XIII<sup>e</sup> siècle de par ses fonctions auprès du comte Raymond VII de Toulouse, représenté dans l'un des médaillons de la tour (le décor peint serait donc celui du premier état de l'édifice).

Son étude est venue compléter le corpus des maisons « en forme de palais », grandes demeures patriciennes urbaines, parfois rurales, alliant un élément vertical - la tour - et plusieurs corps de bâtiment organisés autour d'une cour intérieure, et dont on connaît plusieurs exemples dans le Midi (palais Duèze à Cahors, hôtel Maurand à Toulouse, hôtel des Carcassonne à Montpellier). L'importance des vestiges conservés a conduit au classement en totalité de l'immeuble situé 10, rue Cavaillé-Coll ainsi que de la parcelle BY 16 sur laquelle il est édifié.

L'angle sud-est est formé par la tour ; la reconnaissance de l'*aula* dans le bâtiment est longeant la rue du Mercat permet de positionner le corps principal de la maison et d'induire dans la cour la présence de l'escalier extérieur desservant la grande salle. Des vestiges dans le mur ouest de la tour suggèrent l'existence d'une aile au sud, et la présence d'une aile au nord peut également être envisagée. Si la tour demeure assez bien conservée malgré les remaniements des XVIII<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles, les corps de bâtiment ont fait l'objet de nombreuses transformations et reconstructions.



Le 1<sup>er</sup> étage de la tour, orné d'un riche décor peint, devait servir de chambre d'apparat attenante à l'*aula*. L'espace a été divisé en deux par un plancher dans la seconde moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle ou au début du XIX<sup>e</sup> siècle et le décor peint historié n'est plus observable qu'au niveau de l'actuel 2<sup>e</sup> étage. Il s'organise en deux registres séparés par une frise de palmettes. Sous chaque arc formeret est figuré un cavalier en armure inscrit dans un médaillon d'environ un mètre de diamètre, sur un fond de faux-appareil de pierre. Chacun d'eux porte ses armoiries sur le bouclier ainsi que sur la bête arrière et la housse de tête du cheval. Au registre inférieur, des scènes figurées sont soulignées d'une seconde frise qui court à environ deux mètres au-dessus du sol de la pièce ; elles pourraient illustrer des scènes de la vie seigneuriale, en temps de paix (plaisirs de la chasse) ou de guerre.



La pièce du second étage (3<sup>e</sup> étage actuel) formait un belvédère largement ouvert sur la ville par quatre baies géminées identiques s'ouvrant au centre de chaque mur. Leurs profils très simples montrent une persistance des formes romanes.

Dans le corps de logis principal (est), les espaces ont été largement remaniés au XVII<sup>e</sup> puis aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles et peu de vestiges subsistent de la construction médiévale. Au premier étage se trouvait certainement la salle ou *aula* de l'hôtel. Les nombreux vestiges subsistant sur l'élévation nord de la tour permettent d'en restituer les parties hautes et le système de couverture : un plafond caréné et une toiture à simple pente. L'*aula* communiquait avec le premier étage de la tour par une porte en plein cintre. Sur le mur sud et l'encadrement de la porte, des sondages réalisés en 2012 ont mis au jour un décor peint qui se développe dans le comble, au-delà du plafond qui a recoupé en deux l'espace initial. Dans la partie basse, le décor dégagé représente un faux-appareil de pierre identique à celui qui sert de fond aux médaillons des cavaliers dans la tour. Dans le comble, le décor, très altéré, laisse entrevoir de grands aplats rectangulaires de couleur rouge et jaune formant un faux-appareil de pierre, agrémentés de feuillages, et dans la partie sommitale deux grands oiseaux affrontés inscrits dans un cadre dont la pointe ouest à droite est ourlée d'un trait noir.

## MAZAMET (Tarn) Château de La Sagne

**Inscription en totalité du château et du parc, y compris les grilles et le portail d'entrée, le 08/06/2022**

Le 9 novembre 1729, Pierre Bosviel de Lagoutine acquit du baron François d'Hautpoul la « metterie de la Saigne », à l'ouest de la ville. La Sagne était alors un édifice modeste et en très mauvais état. En 1794, Pierre Olombel, associé à son père à la tête d'une importante entreprise de commerce textile, acheta la propriété. Cette acquisition couronnait la réussite économique et sociale de ce marchand-fabricant de premier plan. D'après Gaston Tournier, « l'habitation a subi depuis 1794 des embellissements mais elle n'a pas été modifiée dans ses dispositions intérieures » : La Sagne adoptait donc déjà sa forme actuelle, et le remplacement de la maison à étage en pan-de-bois par le grand corps de bâtiment que l'on connaît aujourd'hui s'est opéré au cours du XVIII<sup>e</sup> siècle, après 1733 et avant 1794. Il figure sur le cadastre du début des années 1830, et un tableau du début du XIX<sup>e</sup> siècle (connu par une reproduction) représentant la ville de Mazamet montre le pignon ouest du château avec la travée d'ouvertures éclairant le couloir longitudinal.

La Sagne passe ensuite aux mains de Pierre-Charles Olombel (1781-1852), de Philippe Olombel (†1874) puis de son fils, également prénommé Philippe. Les importantes transformations (reprise des façades et de leur décor, réaménagement des intérieurs) apportées dans la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle – probablement vers 1870 – doivent pouvoir être attribuées aux deux derniers Olombel. Des éléments de décor similaires à ceux de la villa d'Eugène Cormoul-Houlès, édifiée dans les années 1875-76, permettent d'envisager que l'architecte montpelliérain Louis-Alphonse Corvetto soit l'auteur de cette rénovation. Les Olombel ont profité de la constitution du nouveau quartier pour réorganiser l'environnement du château : ils font aménager un parc d'environ deux hectares qui isole le château de la ville et le met en valeur, et implantent à l'est les bureaux de l'entreprise. Au tout début du XX<sup>e</sup> siècle, Philippe Olombel, sans enfant, morcelle le parc et vend les terrains au nord et à l'ouest du château à des industriels délaiteurs qui vont y élever leurs villas (un plan dressé lors du lotissement de ces terrains permet de connaître l'emplacement des dépendances du domaine qui comprenait, outre le château et ses deux annexes, les bureaux, la conciergerie, les écuries et la buanderie). Le 20 octobre 1901, le château est acheté par la famille Bonneville.



L'édifice de plan rectangulaire très allongé mesure environ 35 m de long et il est en outre pourvu de deux corps secondaires qui le prolongent à l'est et à l'ouest, s'alignant au sud. Il comprend trois niveaux, à l'exception du corps ouest qui dispose d'un niveau en moins. La superficie par niveau du corps principal est d'environ 530 m<sup>2</sup>. Ce dernier se caractérise par deux belles façades à neuf travées chacune et dont la partie centrale est marquée par un très léger avant-corps. Les façades ont été redécorées par les Olombel au cours de la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle : très sobres, elles ont été unifiées par des décors en ciment naturel

moulé (chaînes d'angle, corniche moulurée à glyphes et denticules, cordons marquant les étages, agrafes des arcs des portes et des fenêtres, etc).

La distribution intérieure du corps principal est double en profondeur, un couloir central longitudinal distribue les pièces au nord et au sud, depuis le hall et la cage d'escalier. Comme dans les autres demeures d'industriels mazamétains, la richesse des propriétaires se manifeste à l'intérieur, notamment dans les dimensions imposantes du vestibule et l'importance particulière accordée à l'escalier, mis en scène face à la porte d'entrée, encadré par des piliers cannelés à chapiteaux composites. Avec la bibliothèque de l'étage, ils comptent parmi les aménagements du XIX<sup>e</sup> siècle les plus marquants. Le rez-de-chaussée de l'aile ouest conserve quelques dispositions de communs (grande buanderie avec le puits associé à une cuve en pierre pour la lessive ainsi qu'un lavoir en ciment, remises). Au rez-de-chaussée de l'aile est, les boiseries et placards en noyer, qui occupent toute la paroi sud, pourraient être ceux de la salle à manger aménagée à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle par Elisabeth-Louise Bosviel, épouse de Pierre Olombel.



Claire Aubaret © DRAC Occitanie

**MAZAMET (Tarn)**  
**Eglise Saint-Sauveur**  
**Inscription en totalité, le 07/03/2022**

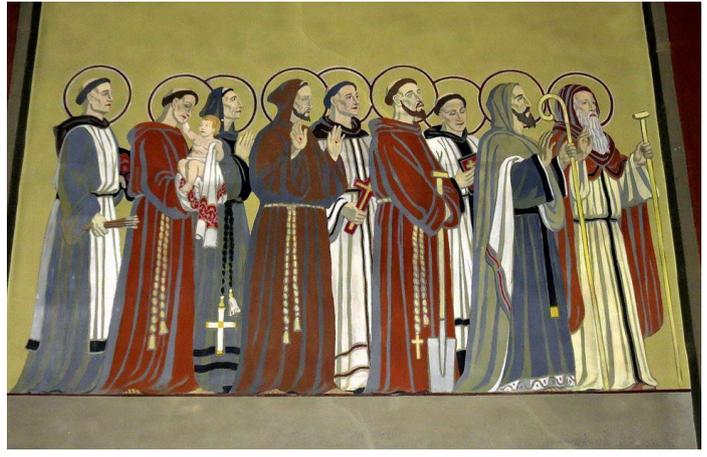
Au XVIII<sup>e</sup> siècle, la région de Mazamet qui était jusque-là en majorité protestante connaît une arrivée importante d'une population catholique rurale due à un développement de l'activité textile. La construction d'une nouvelle église est décidée en 1740 mais les travaux ne débutent qu'en 1742. Ils s'achèvent en 1767 (l'église est consacrée en 1761) ; des malfaçons obligent à édifier huit contreforts pour soutenir les murs latéraux en 1755. En 1863, A. Caraguel (futur évêque de Perpignan) étant curé, l'édifice, « sale », fait l'objet d'une campagne de travaux au cours de laquelle le peintre Jacques Pauthe réalise « la décoration complète de l'église », et Amédée Bergès, maître-verrier toulousain, les vitraux. En 1954, une nouvelle restauration est initiée par le chanoine Carivenc, conseillé par l'architecte Pierre Millet, avec l'aide du peintre André Regagnon. Ce dernier reprend le décor des voûtes qu'il complète par des peintures murales dans les bas-côtés ainsi que par des toiles marouflées dans le chœur.

L'église est édifiée dans le quartier du Plô, qui marquait au XVIII<sup>e</sup> siècle la limite sud de la ville ancienne. L'aspect extérieur de l'édifice est austère, les rares éléments de décor se concentrant sur l'avant-corps de la façade principale et le clocher. La pierre de taille est employée pour souligner les soubassements, corniches, encadrements de baies, chaînages d'angle et contreforts. La façade principale, au nord, est de style néoclassique ; sur le côté ouest de l'édifice s'élève un clocher octogonal à deux niveaux couvert d'une coupole.



Le décor de Regagnon s'inspire de celui réalisé entre 1848 et 1853 par Hippolyte Flandrin à l'église Saint-Vincent-de-Paul de Paris : théories de saints – vierges, martyrs et martyres, docteurs, évêques, apôtres... – en procession vers le chœur où est glorifié le Christ ; sur les piliers figurent les Évangélistes, les Pères et Docteurs de l'Église.





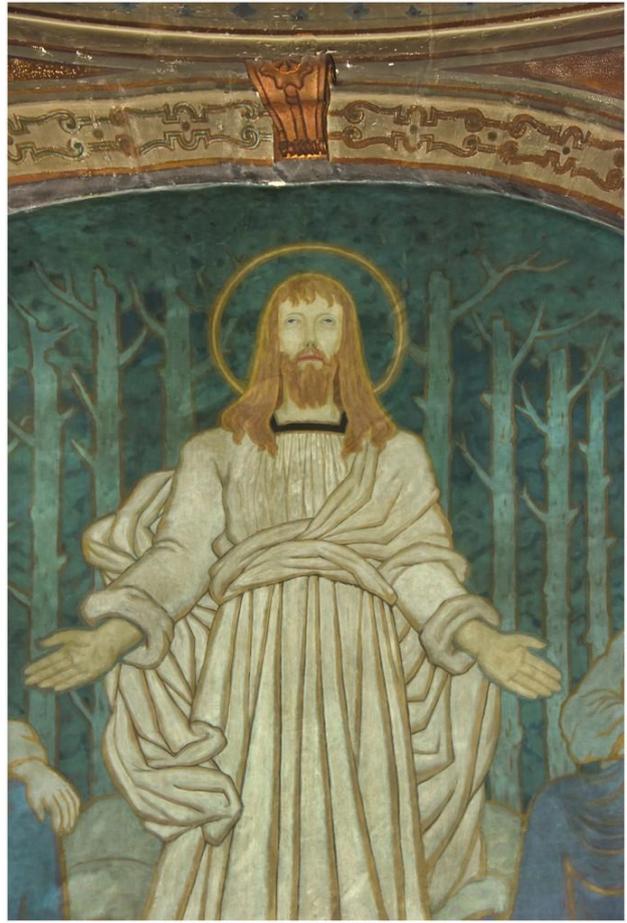
Le décor du chœur est constitué de cinq grandes toiles marouflées : au centre figure la *Transfiguration*, entourée par la *Nativité* et *Jésus parmi les docteurs*, la *Résurrection de Lazare* et les *Noces de Cana*. Le style et la palette de ces compositions, semblables à ceux déjà employés par Regagnon dans le décor de l'église d'Ercé (Ariège), se réfèrent aussi bien aux peintres des Trecento et Quattrocento (fresques de Piero della Francesca dans la basilique San Francesco d'Arezzo) qu'aux formules des Ateliers d'art sacré et en particulier aux œuvres de Maurice Denis (églises Saint-Louis de Vincennes (1923-1927) et Saint-Nicaise de Reims (1926)).



Les noces de Cana



Jésus parmi les Docteurs (détail)



*La Transfiguration*

## SAINT-AMANS-DE-PELLAGAL (Tarn-et-Garonne)

### Motte castrale

Inscription en totalité de la motte castrale de Haut-Castel située au lieu-dit Vieux Château sur les parcelles A 308, 309, 310 et 318, le 07/03/2022

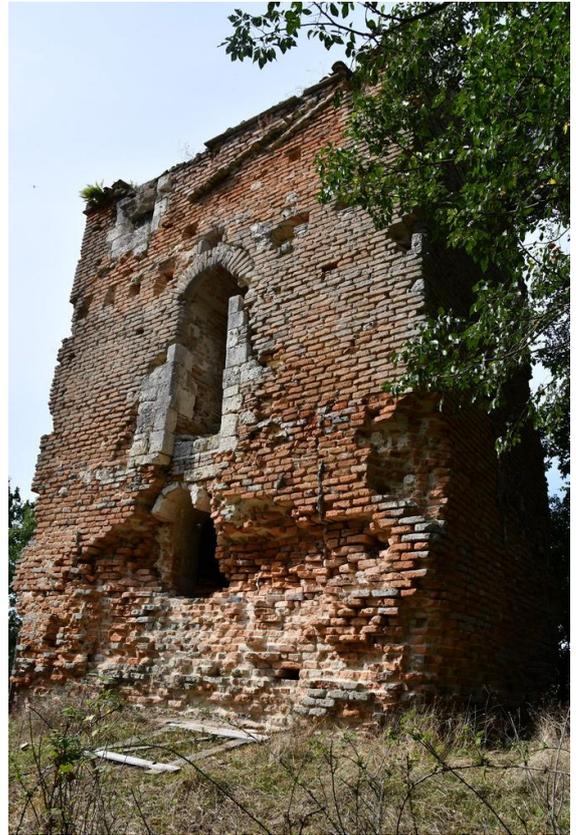
Saint-Amans-de-Pellagal est situé au sud-ouest du pays de Vaux, le bas-Quercy, qui comprend de nombreux *castra*. Haut-Castel, cité dans divers textes depuis le X<sup>e</sup> siècle sous les noms de Hautmont, Aucastels puis Haut Castel, serait un ancien poste défensif de la famille Durfort, passé aux Loubéjac par mariage. En 1230, Arnaud Gausbert de Castagner épouse Alix de Loubéjac, dame de Haut Castel, et prend possession du château. Les Castagner sont mentionnés de façon régulière dès 1085 aux côtés des plus puissants personnages du pays de Vaux. Haut Castel reste dans la famille Castagner jusqu'en 1614 où il est bombardé durant trois jours à la suite d'une querelle d'héritage entre Antoine de Castagner et sa belle-sœur. Il est ensuite laissé à l'abandon et un nouveau château est édifié sur la colline voisine vers 1760 (la carte de Cassini mentionne les deux châteaux sous les noms de Aucastels et Aucastels Neuf).



*Vue générale et cadastre de 1835*

La motte castrale, située au lieu-dit Vieux Château, est établie au nord-est du village. Érigée à l'extrémité sud d'un promontoire qui domine la vallée de la Barguelonne, elle prend appui au nord sur un éperon calcaire. La plate-forme ovale de la motte mesure 60 m de long et 35 m de large. Le site conserve les vestiges de deux tours qui sont figurées sur le cadastre de 1835 (la seconde – en pierre – n'est plus représentée sur le cadastre actuel).

La tour la mieux conservée, édiflée sur la plate-forme sommitale, est construite en briques foraines. D'après son mode constructif et ses dimensions – de plan carré, ses côtés mesurent 5,80 m de long, les murs ont une épaisseur de 0,90 m et elle dépasse 10 m de hauteur à la poutre faîtière – elle daterait de la fin du XII<sup>e</sup> ou du début du XIII<sup>e</sup> siècle.



*Élévation ouest, détails de la baie du 1<sup>er</sup> niveau*

La seconde tour, semi-circulaire, s'appuie contre le versant ouest de la motte. Ses dimensions sont sensiblement égales à la précédente mais elle ne mesure que 4,50 m de haut. Constituée d'un appareil de moellons grossièrement taillés recouvert d'un parement de pierre très régulier (environ 20 × 30 cm), il pourrait s'agir d'une nouvelle enceinte édifiée au XIV<sup>e</sup> ou au XV<sup>e</sup> siècle.



Claire Aubaret © DRAC Occitanie